

# 2018

## RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

Le présent rapport financier semestriel est établi conformément au III de l'article L.451-1-2 du code monétaire et financier. Il comprend un rapport semestriel d'activité pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2018 au 30 juin 2018, les comptes consolidés du Groupe Bureau Veritas au 30 juin 2018, le rapport des commissaires aux comptes et la déclaration des personnes responsables du document.





# Sommaire

<b>1.</b>	<b>Rapport semestriel d'activité au 30 juin 2018</b>	<b>3</b>
<b>1.1.</b>	<b>Note préliminaire</b>	<b>3</b>
<b>1.2.</b>	<b>Faits marquants du premier semestre 2018</b>	<b>3</b>
1.2.1.	Initiatives de Croissance en hausse de 6,6 % en organique tandis que les autres activités enregistrent une croissance de 2,0 %	3
1.2.2.	Partenariat stratégique avec Autodesk afin d'accélérer dans le domaine du BIM collaboratif	4
1.2.3.	M&A : six acquisitions depuis le début 2018, toutes axées sur les Initiatives de Croissance stratégiques du Groupe	5
1.2.4.	Changements apportés à l'équipe de Direction afin de renforcer l'organisation du Groupe	6
1.2.5.	Renouvellement du crédit syndiqué et diversification renforcée du profil de dette	6
<b>1.3.</b>	<b>Evolution de l'activité et des résultats</b>	<b>7</b>
1.3.1.	Chiffre d'affaires	7
1.3.2.	Résultat opérationnel	8
1.3.3.	Résultat opérationnel ajusté	8
1.3.4.	Résultat financier	9
1.3.5.	Impôt sur les résultats	10
1.3.6.	Résultat net part du Groupe	10
1.3.7.	Résultat net ajusté part du Groupe	10
1.3.8.	Résultats par Activité	11
<b>1.4.</b>	<b>Flux de trésorerie et financement</b>	<b>17</b>
1.4.1.	Flux de trésorerie	17
1.4.2.	Financement	20
<b>1.5.</b>	<b>Description des principaux risques et incertitudes pour les 6 mois restants de l'exercice</b>	<b>24</b>
<b>1.6.</b>	<b>Transactions entre parties liées</b>	<b>26</b>
<b>1.7.</b>	<b>Perspectives</b>	<b>26</b>
<b>1.8.</b>	<b>Evènements postérieurs à la clôture</b>	<b>27</b>
1.8.1.	Acquisition de Permula	27
<b>2.</b>	<b>Etats financiers consolidés résumés au 30 juin 2018</b>	<b>28</b>
<b>2.1.</b>	<b>Etats financiers consolidés semestriels</b>	<b>28</b>
	Compte de résultat consolidé semestriel	28
	Résultat global consolidé semestriel	29
	État de la situation financière consolidée semestrielle	30
	Tableau de variation des capitaux propres consolidés semestriels	31
	Tableau consolidé semestriel des flux de trésorerie	32
<b>2.2.</b>	<b>Notes aux états financiers consolidés semestriels résumés</b>	<b>33</b>
	Note 1 : Informations générales	33
	Note 2 : Faits marquants du premier semestre 2018	33
	Note 3 : Principes et méthodes comptables	33
	Note 4 : Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS	36
	Note 5 : Saisonnalité	37
	Note 6 : Information sectorielle	38
	Note 7 : Éléments du résultat opérationnel	39
	Note 8 : Impôt sur le résultat	39
	Note 9 : Écarts d'acquisition	40
	Note 10 : Acquisitions et cessions	42
	Note 11 : Capital souscrit	43
	Note 12 : Paiements en actions	43
	Note 13 : Dette financière	45
	Note 14 : Garanties et cautions données	47
	Note 15 : Provisions pour risques et charges	48
	Note 16 : Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	48
	Note 17 : Résultat par action	49
	Note 18 : Dividende par action	50
	Note 19 : Information complémentaire sur les instruments financiers	50
	Note 20 : Transactions avec les parties liées	54
	Note 21 : Événement postérieur à la clôture	55
	Note 22 : Périmètre de consolidation	56
<b>2.3.</b>	<b>Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information semestrielle 2018 (période du 1er janvier au 30 juin 2018)</b>	<b>66</b>
<b>3.</b>	<b>Déclaration des personnes responsables du rapport financier semestriel</b>	<b>67</b>

# 1. RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE AU 30 JUIN 2018

## 1.1. NOTE PRELIMINAIRE

---

Les lecteurs sont invités à lire les informations qui suivent relatives à la situation financière et aux résultats du Groupe avec les comptes semestriels consolidés du Groupe et leurs notes annexes au 30 juin 2018 figurant au Chapitre 2 du présent Rapport financier semestriel au 30 juin 2018, ainsi que les comptes consolidés du Groupe et leurs notes annexes au 31 décembre 2017, figurant au paragraphe 5.1. États financiers consolidés du Document de référence 2017.

En application du Règlement (CE) 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales, les comptes consolidés de Bureau Veritas au titre du premier semestre 2018 et du premier semestre 2017 ont été établis conformément au référentiel IFRS (*International Financial Reporting Standards*) tel qu'adopté par l'Union Européenne.

## 1.2. FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE 2018

---

### 1.2.1. INITIATIVES DE CROISSANCE EN HAUSSE DE 6,6 % EN ORGANIQUE TANDIS QUE LES AUTRES ACTIVITES ENREGISTRENT UNE CROISSANCE DE 2,0 %

Le Groupe a enregistré une croissance organique de 3,5 % au S1 2018, avec une accélération au T2 à 4,4 %. Cela s'explique par :

- Une croissance forte des 5 Initiatives de Croissance (un tiers du chiffre d'affaires du Groupe), en hausse de 6,6 % sur une base organique et par rapport à l'exercice précédent (+7,0 % au T2 2018). Une croissance élevée à un chiffre a été atteinte dans les Initiatives Bâtiment & Infrastructures et Automobile, et une croissance organique à un chiffre (dans la partie basse à moyenne) pour les Initiatives Agroalimentaire et Opex. Parallèlement, *SmartWorld* a généré une croissance à deux chiffres.

Dans l'activité Opex Pétrole & Gaz, le Groupe a remporté un contrat global avec Qatargas, le plus gros producteur mondial de GNL, en qualité de principal fournisseur d'Inspection, de CND<sup>1</sup> et de services de gestion d'actifs pour tous leurs actifs au Qatar. Ce contrat, le plus important jamais signé dans les Services Opex pour Bureau Veritas, a une durée de vie de 5 ans avec 2 années supplémentaires en option. La valeur totale du contrat est estimée à 64 millions d'euros et représente une avancée majeure pour l'Initiative de Croissance Services Opex du Groupe. Le contrat a été octroyé grâce à l'approche de solutions intégrées (*Integrated Solution Approach* ou ISA en anglais) récemment développées. L'objectif est de dupliquer ISA à travers Bureau Veritas à l'échelle internationale.

---

<sup>1</sup> CND : contrôle non destructif.

- Une croissance en amélioration pour les autres activités (les deux-tiers du chiffre d'affaires du Groupe), en hausse de 2,0 % en croissance organique et par rapport à l'année précédente avec une croissance organique de 3,1 % au second trimestre. La quasi-totalité des autres activités a enregistré une bonne performance sur la période, notamment l'activité Certification qui a bénéficié d'une forte croissance grâce à la révision des normes (ISO 9001, 14001, AS 9100 et IATF). Les exceptions ont été l'activité Marine & Offshore (7 % du chiffre d'affaires du Groupe) et les activités liées au Capex Pétrole & Gaz (moins de 4 % du chiffre d'affaires du Groupe) qui, en dépit d'une amélioration des conditions de marché, sont restées soumises à une pression cyclique (en repli de 5 % et 15 % respectivement au S1 2018).

## **1.2.2. PARTENARIAT STRATEGIQUE AVEC AUTODESK AFIN D'ACCELERER DANS LE DOMAINE DU BIM COLLABORATIF**

La modélisation des données du bâtiment (*Building Information Modeling* ou BIM en anglais) est devenue un pré-requis pour remporter la plupart des appels d'offres dans le secteur du Bâtiment & Infrastructures. En outre, c'est une manière efficace pour le Groupe de renforcer les barrières à l'entrée vis-à-vis de la concurrence actuelle ou d'éventuels nouveaux entrants sur ce marché. Dans ce contexte, Bureau Veritas développe une stratégie autour de trois axes principaux :

- Contrôle technique et coordination en matière de sécurité renforcés par BIM
- Gestion BIM et contrôle qualité BIM
- Assistance à la gestion de projets améliorée par BIM

Bureau Veritas s'appuie notamment sur son centre de compétence BIM basé à Shanghai pour continuer à développer son positionnement stratégique dans le secteur du Bâtiment & Infrastructures ainsi que son important facteur de différenciation. Le Groupe a pris la décision de concentrer ses efforts en Chine dans un premier temps car il s'agit à ce jour du marché le plus mature et en croissance en matière de BIM collaboratif.

En outre, afin d'accélérer le déploiement de sa stratégie, Bureau Veritas a le plaisir d'annoncer un partenariat stratégique global avec Autodesk, leader mondial des logiciels 3D utilisé comme support technique en matière de vérification automatisée. Ce partenariat permettra une amélioration des pratiques actuelles de mise en conformité des bâtiments grâce à la modélisation de leurs données dès les premières phases de conception d'un projet de construction. Grâce à ce partenariat, les deux entreprises accélèrent la numérisation des processus de contrôle lors de toutes les phases du projet (conception, construction, exploitation).

### 1.2.3. M&A : SIX ACQUISITIONS DEPUIS LE DEBUT 2018, TOUTES AXEES SUR LES INITIATIVES DE CROISSANCE STRATEGIQUES DU GROUPE

Au S1 2018<sup>2</sup>, Bureau Veritas a réalisé six acquisitions, représentant environ 85 millions d'euros de chiffre d'affaires annualisé (soit 1,8 % du chiffre d'affaires 2017 du Groupe), en support de 3 des 5 Initiatives de Croissance :

	Chiffre d'affaires annualisé	Pays	Date	Domaine d'expertise
Bâtiment & Infrastructures				
EMG	Env. 70 m€	États-Unis	Fév. 2018	Évaluation technique et assistance à la gestion de projets
Agroalimentaire				
Shandong Cigna	Total de 10 m€	Chine	Mar. 2018	Services d'essais et analyses agroalimentaires
FEAC		Japon	Mar. 2018	Services d'essais agroalimentaires et environnementaux
Labomag		Maroc	Mar. 2018	Services d'essais et analyses agroalimentaires
PermulaB		Malaisie	Juil. 2018	Services d'essais dans l'agroalimentaire, l'eau et l'environnement
Services Opex				
Lubrification Management	4 m€	Espagne	Jan. 2018	Analyse d'huiles lubrifiantes

Le 4 juillet 2018, Bureau Veritas a fait l'acquisition de PermulaB Sdn. Bhd., un acteur de référence dans les services d'essais en laboratoire dans les domaines de l'agroalimentaire, de l'eau et de l'environnement en Malaisie. Fondée en 1996 et basée à Kuala Lumpur, PermulaB permettra au Groupe de renforcer son implantation, notamment dans le domaine de l'agroalimentaire en Asie-Pacifique. PermulaB a généré un chiffre d'affaires d'environ 4 millions d'euros en 2017.

À début juillet 2018, Bureau Veritas est en ligne avec l'exécution du Plan 2020, le Groupe ayant déjà réalisé près de 50 % de son ambition de croissance externe. Depuis le début du Plan, 28 acquisitions (dont 23 en soutien des 5 Initiatives de Croissance du Groupe) ont apporté plus de 365 millions d'euros de chiffre d'affaires supplémentaire, l'ambition étant d'accroître le chiffre d'affaires de 750 millions d'euros sur la période 2016-2020.

<sup>2</sup> En prenant en compte l'acquisition de PermulaB, signée le 27 juin 2018 et clôturée le 4 juillet 2018.

## 1.2.4. CHANGEMENTS APPORTES A L'EQUIPE DE DIRECTION AFIN DE RENFORCER L'ORGANISATION DU GROUPE

Depuis le 1<sup>er</sup> mai 2018, Bureau Veritas a nommé :

- Jacques Pommeraud, en tant que Vice-Président Exécutif, en charge de la division Matières Premières, Industrie & Infrastructures en France et en Afrique et des activités Services aux gouvernements et commerce international. Jacques Pommeraud est membre du Comité exécutif du Groupe.
- Laurent Louail, en tant que Vice-Président Exécutif, en charge de la division Matières Premières, Industrie & Infrastructures en Europe du Sud et de l'Ouest<sup>3</sup>. Laurent Louail est membre du Comité exécutif du Groupe.

Ces nominations permettent de renforcer la gestion opérationnelle de la division Matières Premières, Industrie & Infrastructures en Europe et en Afrique ainsi que les Services aux gouvernements, avec deux périmètres nouvellement créés, plus ciblés et plus intégrés.

De plus, depuis le 1<sup>er</sup> juin 2018, Helen Bradley a été nommée Vice-Président Exécutif en charge des Ressources Humaines Groupe. Les responsabilités de Helen Bradley s'étendront également aux fonctions Qualité, Santé et Sécurité, et Environnement, Responsabilité Sociale de l'entreprise et Affaires Extérieures. Helen Bradley est membre du Comité exécutif du Groupe.

Le Comité exécutif est désormais composé de 10 membres.

## 1.2.5. RENOUVELLEMENT DU CREDIT SYNDIQUE ET DIVERSIFICATION RENFORCEE DU PROFIL DE DETTE

L'activité de financement de Bureau Veritas au cours du premier semestre 2018 démontre la confiance et le soutien solides dont bénéficie le Groupe auprès de ses banques et de sa base d'investisseurs crédit :

- Le 29 mars 2018, Bureau Veritas SA a profité des excellentes conditions offertes par les marchés de dette et a réalisé avec succès un placement obligataire non noté de 200 millions d'euros assorti d'un coupon fixe de 0 % et à échéance 13 mois. Ce nouvel instrument offre au Groupe une source de liquidité additionnelle sans augmenter sa charge d'intérêt.
- Le 17 mai 2018, Bureau Veritas SA a signé une ligne de crédit syndiqué multidevises de 600 millions d'euros en remplacement du précédent crédit syndiqué de 450 millions d'euros, à des conditions plus favorables. Cette nouvelle facilité a une maturité de 5 ans, avec deux options d'extension d'une année chacune pouvant être exercées en 2019 et 2020. Cette facilité, qui améliore le profil de liquidité du Groupe, a été largement sursouscrite par un syndicat international de 14 banques<sup>4</sup>.

Suite à la réussite de ces opérations, Bureau Veritas a accru la diversification de son profil de dette grâce à un accès à diverses sources de liquidité comprenant prêts bancaires, placements obligataires en euros, placements privés américains, financements Schuldschein et titres de créance négociable à court terme, tout en conservant un coût moyen de financement compétitif.

Fin juin 2018, la maturité moyenne de la dette financière du Groupe dépassait 4 ans, alors que le coût moyen de la dette sur le premier semestre était de 3,2 %.

<sup>3</sup> Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Chypre, Croatie, République tchèque, Danemark, Estonie, Finlande, Allemagne, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Malte, Monténégro, Pologne, Portugal, Roumanie, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Espagne, Pays-Bas, Royaume-Uni, Ukraine.

<sup>4</sup> En tant que *Bookrunner & Mandated Lead Arranger* : Bank of America Merrill Lynch International Limited, Barclays Bank Plc, BNP Paribas, Crédit Agricole CIB, HSBC France, Natixis et Société Générale CIB et en tant que *Mandated Lead Arrangers* : Banco Santander S.A., Commerzbank AG, Crédit Industriel et Commercial, ING Bank N.V., Mizuho Bank Ltd, National Westminster Bank Plc, Unicredit Bank AG.

## 1.3. EVOLUTION DE L'ACTIVITE ET DES RESULTATS

(en millions d'euros)	S1 2018	S1 2017	Variation
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>2 338,3</b>	<b>2 360,1</b>	<b>(0,9) %</b>
Achats et charges externes	(689,8)	(690,4)	
Frais de personnel	(1 243,9)	(1 244,8)	
Autres charges	(113,6)	(138,7)	
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>291,0</b>	<b>286,2</b>	<b>+1,7 %</b>
Quote-part des sociétés mises en équivalence	0,7	0,5	
<b>Résultat opérationnel après quote-part des sociétés mises en équivalence</b>	<b>291,7</b>	<b>286,7</b>	<b>+1,7 %</b>
Résultat financier	(45,2)	(60,7)	
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>246,5</b>	<b>226,0</b>	<b>+9,1 %</b>
Impôts sur les résultats	(84,4)	(80,0)	
<b>Résultat net</b>	<b>162,1</b>	<b>146,0</b>	<b>+11,0 %</b>
Intérêts minoritaires	(12,4)	(10,1)	
Résultat net des activités abandonnées	-	(5,7)	
<b>RÉSULTAT NET PART DU GROUPE</b>	<b>149,7</b>	<b>130,2</b>	<b>+15,0 %</b>

### 1.3.1. CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires a atteint 2 338,3 millions d'euros au S1 2018, en repli de 0,9 % par rapport au S1 2017 :

- La croissance organique enregistre une hausse de 3,5 % au S1, avec une accélération au T2 par rapport au T1 (respectivement +4,4 % vs. +2,6 %).

Cinq des six activités affichent une croissance organique globale de 4,3 % (dont +4,9 % au T2) en moyenne, à l'exception de la division Marine & Offshore, compte tenu du cycle baissier du transport maritime.

Par zone géographique, les activités en Europe (35 % du chiffre d'affaires Groupe) enregistrent une croissance organique de 5,3 % avec une accélération au second trimestre (+6,2 %) qui s'explique principalement par les performances des activités Certification et Bâtiment & Infrastructures. En Asie-Pacifique (36 % du chiffre d'affaires Groupe ; +2,2 % de croissance organique), l'activité reste touchée par la fin de contrats importants dans le Pétrole & Gaz en Australie et la baisse de l'activité Marine & Offshore. Ceci a toutefois été plus que compensé par la croissance solide d'autres activités. En Amérique, les activités continuent de s'améliorer (25 % du chiffre d'affaires Groupe ; +4,0 % de croissance organique), portée par l'Amérique latine (+6,0 % de croissance organique) et le Canada (+5,4 % de croissance organique), bénéficiant de la stratégie de diversification en dehors du Pétrole & Gaz.

- La croissance externe nette ressort à 2,6 %. Elle provient de la contribution des acquisitions réalisées au cours du premier semestre 2018, des acquisitions finalisées en 2017 et de la diminution liée à la cession d'activités non-stratégiques de contrôle non destructif (CND) en Europe (19,7 millions d'euros de chiffre d'affaires annualisé ou -0.4 % du chiffre d'affaires du Groupe).
- Les variations des taux de change ont eu un impact négatif de 7,0 %, principalement du fait de l'appréciation de l'euro face au dollar américain et aux devises corrélées à ce dernier mais également face à la plupart des devises de pays émergents.



### 1.3.2. RESULTAT OPERATIONNEL

Le résultat opérationnel s'élève à 291,0 millions d'euros, en hausse de 1,7 % par rapport aux 286,2 millions d'euros du S1 2017. A taux de change constant la hausse est de 14,3 %.

### 1.3.3. RESULTAT OPERATIONNEL AJUSTE

Le Groupe suit en interne et publie un résultat opérationnel « ajusté » que la Direction juge plus représentatif de la performance opérationnelle dans son secteur d'activité, et qui offre l'avantage d'être un indicateur utilisé par la plupart des sociétés évoluant dans l'industrie du TIC.

Le résultat opérationnel ajusté est défini comme le résultat opérationnel avant prise en compte des produits et charges relatifs aux regroupements d'entreprises et aux autres éléments non récurrents (les « éléments non récurrents »).

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>S1 2018</b>	S1 2017	Variation
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>291,0</b>	<b>286,2</b>	<b>+1,7 %</b>
Amortissement des actifs incorporels	35,8	40,1	
Autres charges liées aux acquisitions	1,8	1,7	
Charges de restructurations	19,5	31,4	
<b>RÉSULTAT OPÉRATIONNEL AJUSTÉ</b>	<b>348,1</b>	<b>359,4</b>	<b>(3,1) %</b>

Les éléments non récurrents s'élèvent à 57,1 millions d'euros, à comparer à 73,2 millions d'euros au S1 2017, et se décomposent de la façon suivante :

- 35,8 millions d'euros d'amortissement des actifs incorporels, en baisse par rapport au S1 2017 (40,1 millions d'euros) ;
- 19,5 millions d'euros de charges de restructurations, principalement pour les Services aux gouvernements, le Bâtiment & Infrastructures, et les activités liées aux matières premières (31,4 millions d'euros au S1 2017) ;
- 1,8 million d'euros de charges liées aux acquisitions (1,7 million d'euros au S1 2017).

Le résultat opérationnel ajusté s'élève à 348,1 millions d'euros, en repli de 3,1 % par rapport au S1 2017 et en progression de 7,8 % à taux de change constant.

La marge opérationnelle ajustée s'élève à 14,9 % au S1 2018, en baisse de 30 points de base par rapport au S1 2017, dont un recul de 50 points de base lié aux effets de change. À taux de change constant, la marge opérationnelle ajustée s'élève à 15,4 % au S1 2018. Sur une base organique, la marge est toutefois en hausse de 10 points de base à 15,3 % par rapport à 15,2 % au S1 2017.

## Évolution de la marge opérationnelle ajustée

(en pourcentage et points de base)

<b>Marge opérationnelle ajustée au 30 juin 2017</b>	<b>15,2 %</b>
Variation organique	+10 pb
<b>Marge opérationnelle ajustée organique</b>	<b>15,3 %</b>
Effet périmètre	+10 pb
<b>Marge opérationnelle ajustée à taux de change constant</b>	<b>15,4 %</b>
Effet de change	(50) pb
<b>MARGE OPÉRATIONNELLE AJUSTÉE AU 30 JUIN 2018</b>	<b>14,9 %</b>

Les deux-tiers du portefeuille enregistrent une marge stable ou en amélioration, contribuant à hauteur de 40 points de base à la marge opérationnelle ajustée organique du Groupe : cela s'explique principalement par une progression significative de l'activité Certification et, dans une certaine mesure, de l'activité Biens de consommation. Cette amélioration résulte de la combinaison d'effets liés au levier opérationnel, à la gestion stricte des coûts, aux efforts *LEAN*, ainsi qu'aux bénéfices de restructurations.

Un tiers du portefeuille génère une baisse de 30 points de base sur la marge opérationnelle ajustée organique du Groupe avec : i) -10 points de base provenant de Marine & Offshore, en raison d'un plus faible volume d'activité, en particulier pour les segments des Nouvelles constructions et des services *Offshore* ; ii) -20 points de base résultant de la pression sur les prix et d'un effet mix négatif dans l'activité Bâtiment & Infrastructures.

### 1.3.4. RÉSULTAT FINANCIER

(en millions d'euros)

	<b>S1 2018</b>	<b>S1 2017</b>
Coût de l'endettement financier brut	(41,9)	(47,8)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	1,0	1,1
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	<b>(40,9)</b>	<b>(46,7)</b>
Ecart de change	(2,0)	(10,9)
Coût financier des régimes de retraites	(1,1)	(1,3)
Autres	(1,2)	(1,8)
<b>RÉSULTAT FINANCIER</b>	<b>(45,2)</b>	<b>(60,7)</b>

La charge financière nette s'élève à 45,2 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2018, à comparer à 60,7 millions d'euros à la même période en 2017.

La baisse du coût de l'endettement financier net à 40,9 millions d'euros, à comparer à 46,7 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2017, provient pour l'essentiel de la diminution du niveau de l'endettement moyen.

Le résultat de change du Groupe se compose de gains et pertes de changes résultant de la variation des devises sur des actifs et passifs des filiales du Groupe, libellés dans une monnaie différente de leur monnaie fonctionnelle. Au 1<sup>er</sup> semestre 2018, le Groupe enregistre une perte de change de 2,0 millions d'euros, attribuable à la dépréciation significative de devises dans certains pays émergents.

### 1.3.5. IMPOT SUR LES RESULTATS

La charge d'impôt sur les résultats consolidés s'élève à 84,4 millions d'euros au S1 2018, contre 80,0 millions d'euros au S1 2017. Le taux effectif d'impôt (TEI), représentant la charge d'impôt divisée par le montant du résultat avant impôt, représente 34,2 % au S1 2018 contre 35,4 % au S1 2017. Le TEI ajusté est de 32,8 %, en baisse de 1,1 point par rapport au S1 2017. Il correspond au TEI corrigé de l'effet d'impôt sur les éléments non récurrents. La baisse observée résulte de l'abrogation de la contribution de 3 % sur dividendes, à la suite de la décision du Conseil constitutionnel français d'invalider cette contribution.

### 1.3.6. RESULTAT NET PART DU GROUPE

Le résultat net part du Groupe s'élève à 149,7 millions d'euros au S1 2018.

Le bénéfice net par action est de 0,34 euro, en hausse de 13,3 % par rapport à 0,30 euro au S1 2017. Exprimée à taux de change constant, la hausse est de 30,5 %.

### 1.3.7. RESULTAT NET AJUSTE PART DU GROUPE

Le résultat net « ajusté » part du Groupe est défini comme le résultat net part du Groupe ajusté des autres charges opérationnelles nettes d'impôt.

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>S1 2018</b>	S1 2017
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>149,7</b>	<b>130,2</b>
<i>BPA <sup>(a)</sup> (euros par action)</i>	<i>0,34</i>	<i>0,30</i>
Autres éléments non récurrents	54,3	73,2
Effet d'impôt sur les autres éléments non récurrents	(14,5)	(21,5)
Résultat net des activités abandonnées	-	5,7
<b>RÉSULTAT NET AJUSTÉ PART DU GROUPE</b>	<b>189,5</b>	<b>187,6</b>
<b>BPA AJUSTÉ <sup>(a)</sup> (euros par action)</b>	<b>0,44</b>	<b>0,43</b>

Le résultat net ajusté part du Groupe s'élève à 189,5 millions d'euros au S1 2018, en hausse par rapport au S1 2017. Le bénéfice net ajusté par action est de 0,44 euro au S1 2018, en hausse de 2,3 % par rapport au S1 2017 ; et de 13,1 % ajusté des effets de change.

## 1.3.8. RESULTATS PAR ACTIVITE

### Évolution du chiffre d'affaires du premier semestre

(en millions d'euros)	S1 2018	S1 2017	Croissance en %			
			totale	organique	périmètre	change
Marine & Offshore	170,4	190,8	(10,7) %	(5,4) %	+ 0,0 %	(5,3) %
Agroalimentaire & Matières Premières	523,7	541,0	(3,2) %	+ 4,0 %	+ 0,9 %	(8,1) %
Industrie	519,5	559,6	(7,2) %	+ 2,2 %	(0,6) %	(8,8) %
Bâtiment & Infrastructures	609,6	547,5	+ 11,3 %	+ 4,1 %	+ 10,5 %	(3,3) %
Certification	190,9	188,8	+ 1,1 %	+ 10,8 %	+ 0,0 %	(9,7) %
Biens de consommation	324,2	332,4	(2,5) %	+ 5,0 %	+ 0,7 %	(8,2) %
<b>TOTAL 1<sup>ER</sup> SEMESTRE (S1)</b>	<b>2 338,3</b>	<b>2 360,1</b>	<b>(0,9) %</b>	<b>+ 3,5 %</b>	<b>+ 2,6 %</b>	<b>(7,0) %</b>

### Évolution du résultat opérationnel ajusté du premier semestre

(en millions d'euros)	Résultat opérationnel ajusté			Marge opérationnelle ajustée		
	S1 2018	S1 2017	Variation	S1 2018	S1 2017	Variation totale (pdb)
Marine & Offshore	36,3	45,0	(19,3) %	21,3 %	23,6 %	(230)
Agroalimentaire & Matières Premières	58,6	61,4	(4,6) %	11,2 %	11,3 %	(10)
Industrie	59,5	64,6	(7,9) %	11,5 %	11,5 %	+ 0
Bâtiment & Infrastructures	83,0	76,8	+ 8,1 %	13,6 %	14,0 %	(40)
Certification	34,2	33,6	+ 1,8 %	17,9 %	17,8 %	+ 10
Biens de consommation	76,5	78,0	(1,9) %	23,6 %	23,5 %	+ 10
<b>TOTAL 1<sup>ER</sup> SEMESTRE (S1)</b>	<b>348,1</b>	<b>359,4</b>	<b>(3,1) %</b>	<b>14,9 %</b>	<b>15,2 %</b>	<b>(30)</b>

### MARINE & OFFSHORE

(en millions d'euros)	S1 2018	S1 2017	Var. (%)	Organique	Périmètre	Effet de change
Chiffre d'affaires	170,4	190,8	(10,7) %	(5,4) %	+ 0,0 %	(5,3) %
Résultat opérationnel ajusté	36,3	45,0	(19,3) %			
Marge opérationnelle ajustée	21,3 %	23,6 %	(230) pb	(120) pb		

Au premier semestre 2018, le chiffre d'affaires, qui n'a pas encore bénéficié de la reprise des nouvelles commandes, a baissé de 5,4 % sur une base organique (dont -2,2 % au T2). Cela s'explique principalement par :

- une baisse élevée à un chiffre dans le segment des Nouvelles constructions (38 % du chiffre d'affaires), freiné par le niveau d'activité toujours faible en Asie sous l'effet du décalage temporel ;
- un léger recul du segment Navires en service (Core) (45 % du chiffre d'affaires de la division), en raison du timing défavorable des inspections (études spéciales ; même si les tendances s'améliorent au T2) et d'une certaine pression sur les prix, tandis que le nombre de navires immobilisés s'est stabilisé. Au 30 juin 2018, la flotte classée par Bureau Veritas se compose de 11 293 navires et représente 119,1 millions de tonneaux bruts, soit une hausse de 2,2 % à la même période de l'exercice précédent ;

- une baisse modérée à un chiffre dans les activités *Offshore*, toujours affaiblies par une absence de projets en eau profonde et la diminution des études d'évaluation des risques, notamment en Asie et en Amérique.

Les nouvelles commandes ont atteint 3,5 millions de tonneaux bruts à fin juin 2018, contre 2,9 millions de tonneaux bruts à la même période de l'année précédente. Le carnet de commandes, qui s'élevait à 13,4 millions de tonneaux bruts à la fin du semestre, s'est désormais stabilisé, en légère hausse par rapport à décembre 2017. Le carnet de commandes demeure bien diversifié, avec une augmentation dans le mix total de certaines catégories comme les vraquiers, les porte-conteneurs et les méthaniers.

La marge opérationnelle ajustée a atteint 21,3 % au S1 2018, en baisse de 230 points de base par rapport au S1 2017, ce qui s'explique principalement par la baisse des volumes (-120 points de base en organique), mais aussi par l'impact négatif du change (-110 points de base). Le Groupe a engagé des mesures de restructuration additionnelles dans le segment Navires en service.

**Perspectives** : En 2018, Bureau Veritas continue de prévoir une croissance organique du chiffre d'affaires légèrement négative dans cette activité. Cela reflète i) le déclin persistant des nouvelles constructions avec un rebond progressif des nouvelles constructions attendu à partir du deuxième semestre 2018 grâce aux nouvelles commandes reçues depuis 2017, ii) la résilience du segment Navires en service.

## AGROALIMENTAIRE & MATIERES PREMIERES

(en millions d'euros)	S1 2018	S1 2017	Var. (%)	Organique	Périmètre	Effet de change
Chiffre d'affaires	523,7	541,0	(3,2) %	+ 4,0 %	+ 0,9 %	(8,1) %
Résultat opérationnel ajusté	58,6	61,4	(4,6) %			
Marge opérationnelle ajustée	11,2 %	11,3 %	(10) pb	+ 0 pb		

Au S1 2018, le chiffre d'affaires affiche une croissance organique de 4,0 % (+4,8 % au T2 2018), contre +0,8 % au premier semestre 2017, réalisant les résultats suivants dans ses différents sous-segments :

Le segment Produits Pétroliers & Pétrochimiques (38 % du chiffre d'affaires de la division) a enregistré une croissance organique de 1,2 %. Celle-ci reflète des situations géographiques contrastées : une croissance solide en Europe favorisée par les nouveaux services (Verifuel, qui bénéficie d'une croissance à deux chiffres) et forte dans les marchés clés comme la Belgique et l'Espagne ; une croissance à deux chiffres en Chine, bénéficiant notamment des capacités liées aux nouveaux laboratoires, mais plus modérée en Amérique du Nord en raison d'un environnement très concurrentiel. Les activités non-liées aux échanges (analyses des huiles lubrifiantes, carburant des navires) ont bénéficié d'une bonne croissance au S1 2018.

Le segment Métaux & Minéraux (27 % du chiffre d'affaires de la division) a enregistré une performance solide, avec une croissance organique de 11,5 % au S1 2018, principalement sous l'impulsion des activités amonts (*Upstream*), et dans une certaine mesure les activités liées aux échanges (*Trade*). Les activités amonts ont réalisé une croissance élevée à deux chiffres, grâce à la bonne santé du secteur de l'or dans l'ensemble des régions (Afrique, Amérique, Océanie), ainsi que des minéraux énergétiques. Les activités liées au charbon ont profité de la forte reprise liée au développement de Bureau Veritas au Mozambique à la suite d'un contrat important remporté en 2017. Les activités liées aux échanges ont enregistré une croissance faible à un chiffre au premier semestre 2018, malgré une légère amélioration au deuxième trimestre.

Le segment Agroalimentaire (20 % du chiffre d'affaires de la division) a affiché une croissance organique positive de 3,9 % au S1 2018, grâce à une croissance organique à deux chiffres des activités Alimentaires. La performance du T2 (+0,2 % de croissance organique) s'explique par les mauvaises conditions de marché en Europe, ainsi que la baisse du volume des exportations depuis le Brésil en raison d'une grève des routiers qui a perturbé la chaîne logistique à l'export. Au S1, Bureau Veritas a réalisé quatre acquisitions dans le secteur Agroalimentaire : Labomag au Maroc, Shandong Cigna en Chine, FEAC au Japon et Permulab<sup>5</sup> en Malaisie ; cumulées, ces acquisitions représentent un chiffre d'affaires annualisé incrémental de 10 millions d'euros.

Le chiffre d'affaires des Services aux gouvernements (15 % du chiffre d'affaires de la division) a progressé de 4,2 % en organique au T2 2018 (-1,5 % en organique au S1). Malgré l'expiration de certains contrats PSI (*Pre-Shipment Inspection*), le chiffre d'affaires a bénéficié de la montée en puissance progressive des contrats VOC (Vérification de Conformité) et guichets uniques au Ghana, en Côte d'Ivoire et en République Démocratique du Congo.

Au premier semestre 2018, la marge opérationnelle ajustée était stable sur une base organique, bien que légèrement érodée à 11,2 % en raison de pertes de change (11,3 % au S1 2017).

**Perspectives** : En 2018, le Groupe s'attend à ce que son activité Agroalimentaire & Matières Premières améliore sa croissance organique du chiffre d'affaires par rapport à 2017, nourrie par la reprise des marchés des Métaux & Minéraux, un secteur agroalimentaire en bonne santé et la stabilisation des Services aux gouvernements, grâce à la montée en puissance de plusieurs contrats remportés.

## INDUSTRIE

(en millions d'euros)	S1 2018	S1 2017	Var. (%)	Organique	Périmètre	Effet de change
Chiffre d'affaires	519,5	559,6	(7,2) %	+ 2,2 %	(0,6) %	(8,8) %
Résultat opérationnel ajusté	59,5	64,6	(7,9) %			
Marge opérationnelle ajustée	11,5 %	11,5 %	+ 0 pb	+ 0 pb		

Au S1 2018, le chiffre d'affaires a augmenté de 1,6 %, à taux de change constant, avec une croissance organique soutenue de 2,2 % (+2,8 % au T2). Cette tendance haussière témoigne de l'impact positif de la diversification des activités du Groupe vers les services Opex, lesquels affichent une croissance organique de 4,2 % dans le cadre de l'Initiative de Croissance. Les activités liées aux Opex dans le secteur *Power & Utilities* ont augmenté de 20,0 %, grâce à la montée en puissance d'un important contrat en Amérique latine. La performance de l'activité Industrie a néanmoins été impactée par le recul des activités liées au Capex Pétrole & Gaz, qui, bien que soumises à une pression moindre sur la période, ont continué de peser au S1 2018 (-14,8 % au niveau du Groupe).

Dans les marchés Pétrole & Gaz (35 % du chiffre d'affaires de la division), les activités liées aux Opex ont enregistré une légère hausse, l'augmentation des volumes compensant très nettement la pression sur les prix. Les conditions sont toutefois restées difficiles, avec des niveaux d'activité globalement faibles sur les marchés Capex Pétrole & Gaz. Grâce à quelques projets Capex, le Groupe a toutefois bénéficié de certaines tendances positives aux États-Unis et en Corée du Sud. Parallèlement, la croissance est restée morose en particulier en Australie et en Chine.

Au cours du premier semestre 2018, le Groupe a remporté un contrat mondial sur 5 ans (avec 2 années supplémentaires en option) avec Qatargas, premier producteur mondial de GNL. Le Groupe devient ainsi le premier fournisseur d'Inspection, de CND<sup>6</sup> et de services de gestion d'actifs pour tous les actifs du client au Qatar.

<sup>5</sup> En prenant en compte l'acquisition de Permulab, signée le 27 juin 2018 et clôturée le 4 juillet 2018.

<sup>6</sup> CND : contrôle non destructif.



L'activité Industrie enregistre globalement une croissance forte en Afrique et en Amérique latine (principalement sous l'impulsion de l'Argentine, de la Colombie et du Pérou) et un rebond de la croissance en Europe, particulièrement au Royaume-Uni. Le déclin a été marqué en Asie-Pacifique.

La marge opérationnelle ajustée pour le premier semestre 2018 s'élève à 11,5 %, stable par rapport à 2017, avec un effet périmètre (+10 points de base) qui compense les pertes de change (-10 points de base). La marge opérationnelle ajustée reste stable en organique.

**Perspectives** : En 2018, Bureau Veritas prévoit toujours le retour d'une croissance organique du chiffre d'affaires légèrement positive pour l'ensemble de l'activité, appuyée par la stratégie de diversification qui continuera à porter ses fruits, tandis que les marchés Capex dans le Pétrole & Gaz devraient se stabiliser à des niveaux bas au cours de l'année.

## BÂTIMENT & INFRASTRUCTURES

(en millions d'euros)	S1 2018	S1 2017	Var. (%)	Organique	Périmètre	Effet de change
Chiffre d'affaires	609,6	547,5	+ 11,3 %	+ 4,1 %	+ 10,5 %	(3,3) %
Résultat opérationnel ajusté	83,0	76,8	+ 8,1 %			
Marge opérationnelle ajustée	13,6 %	14,0 %	(40) pb	(80) pb		

Le chiffre d'affaires a enregistré une croissance organique de 4,1 % au S1 et T2, avec une croissance modérée à un chiffre pour les activités liées à la Construction (62 % du chiffre d'affaires de la division) et les activités des Bâtiments en service (38 % du chiffre d'affaires de la division). L'activité Bâtiment & Infrastructures affiche une croissance solide de son chiffre d'affaires de 14,6 % à taux de change constant au S1 2018, avec un impact lié à la croissance externe de 10,5 % (1 acquisition réalisée en 2018 : EMG aux États-Unis).

Une croissance organique élevée à un chiffre a été enregistrée en Asie (23 % du chiffre d'affaires de la division) au S1, notamment pour ce qui concerne les opérations en Chine (15 % du chiffre d'affaires Bâtiment & Infrastructures). La Chine a continué à bénéficier d'une forte croissance dans la gestion des projets énergétiques et d'infrastructures, grâce aux acquisitions passées.

Dans la région Amériques (19 % du chiffre d'affaires de la division), la croissance a notamment bénéficié du marché porteur de la construction aux États-Unis au cours du second trimestre, plus particulièrement dans les services de conformité à la réglementation, et par une croissance soutenue en Colombie. En l'absence de nouveaux projets, l'activité est restée limitée dans la plupart des pays d'Amérique latine (Brésil, Chili, Argentine). Le Groupe enregistre un effet périmètre important aux États-Unis, avec notamment les acquisitions de California Code Check (juin 2017), Primary Integration Solutions (novembre 2017) et EMG (février 2018).

La croissance en Europe (56 % du chiffre d'affaires de la division) a été conforme à la moyenne de la division, bénéficiant d'un effet de calendrier favorable au T2, plus particulièrement en France (41 % du chiffre d'affaires). Les activités liées au Capex et aux Opex enregistrent toutes deux une bonne performance, malgré des pressions sur les prix dans l'Opex.

La marge opérationnelle ajustée au premier semestre 2018 se situe à 13,6 %, en léger recul de 40 points de base ; une tendance baissière qui s'explique par l'impact négatif du mix et des prix. Les acquisitions ont eu un impact positif sur la marge de la division (+50 points de base).

**Perspectives** : En 2018, les perspectives attendues pour l'activité sont positives avec une croissance soutenue pour les activités liées aux Capex et aux Opex. Ces perspectives reflètent une croissance forte attendue en Asie (notamment en Chine, sous l'effet de nombreux projets d'infrastructures), ainsi qu'une croissance en amélioration en Europe, et notamment en France, tirée par les services liés aux Opex et aux Capex.

## CERTIFICATION

(en millions d'euros)	S1 2018	S1 2017	Var. (%)	Organique	Périmètre	Effet de change
Chiffre d'affaires	190,9	188,8	+ 1,1 %	+ 10,8 %	+ 0,0 %	(9,7) %
Résultat opérationnel ajusté	34,2	33,6	+ 1,8 %			
Marge opérationnelle ajustée	17,9 %	17,8 %	+ 10 pb	+ 210 pb		

L'activité Certification affiche une forte croissance organique de 10,8 % au premier semestre 2018 (dont 14,2 % pour le T2), avec une progression dans toutes les régions et la plupart des catégories de services.

Globalement, la croissance a été soutenue par le renouvellement des normes (ISO 9001, 14001, AS 9100 dans l'aéronautique et IATF dans l'automobile), en particulier au T2 2018, qui a fortement bénéficié de l'anticipation des audits par les clients à l'approche de la date limite de transition vers les normes révisées fixée au 15 septembre 2018. Au 30 juin 2018, 96 % des clients de Bureau Veritas avaient déjà entrepris (ou achevé) la transition vers les nouvelles normes QHSE (ISO 9001: 2015 et ISO 14001: 2015). Les effets de la transition devraient disparaître à compter du T3 2018.

Le segment Chaîne d'approvisionnement enregistre une croissance à deux chiffres, favorisée par l'Automobile. Les programmes de Certification alimentaire affichent une croissance élevée à un chiffre, alimentée notamment par la certification des produits biologiques ; la croissance du segment Développement durable est quant à elle restée plus modérée (croissance à un chiffre tirée par les activités de certification autour de la gestion de l'énergie et des systèmes de gestion de la filière du bois). La croissance a également été stimulée par les lancements de nouveaux produits et services. Cela inclut l'offre du Groupe en matière de Risques d'Entreprise (cybersécurité, lutte contre la corruption et continuité de l'activité), ainsi qu'à la certification en matière de Confidentialité des Données avec le RGPD, qui a enregistré une croissance à deux chiffres au premier semestre.

Enfin, les contrats de certification internationale affichent une croissance organique de 10 %, avec la montée en puissance de nouveaux contrats signés avec des entreprises internationales, notamment dans les domaines suivants : Automobile (Europe et Asie), QHSE (Europe), Confidentialité des Données avec le RGPD (Asie), Hygiène et Sécurité (Amérique latine), Environnement (Amérique latine) et Audits personnalisés (Europe).

Sur le plan régional, une croissance à deux chiffres a été atteinte en Europe (portée notamment par la France, l'Italie et l'Espagne) et en Asie (Chine et Japon en tête), tandis qu'une croissance élevée à un chiffre a été enregistrée sur les continents américain et africain.

La marge opérationnelle ajustée pour le premier semestre 2018 a légèrement progressé pour atteindre un solide 17,9 %. Ces chiffres traduisent la solide croissance organique, portée par la révision des normes, compensée principalement par les importantes pertes de change attribuables à la dépréciation des devises de la plupart des pays émergents, notamment en Amérique latine.

**Perspectives** : En 2018, l'activité Certification devrait poursuivre sa croissance organique solide du chiffre d'affaires sur l'ensemble de l'année, avec un second semestre beaucoup plus faible que le premier en raison de l'échéance du renouvellement des normes fixée à septembre 2018.



## BIENS DE CONSOMMATION

(en millions d'euros)	S1 2018	S1 2017	Var. (%)	Organique	Périmètre	Effet de change
Chiffre d'affaires	324,2	332,4	(2,5) %	+ 5,0 %	+ 0,7 %	(8,2) %
Résultat opérationnel ajusté	76,5	78,0	(1,9) %			
Marge opérationnelle ajustée	23,6 %	23,5 %	+ 10 pb	+ 30 pb		

Le chiffre d'affaires est en progression de 5,7 %, à taux de change constant, dont 5,0 % de croissance organique, avec de solides performances, notamment dans les sous-segments Biens Durables et Produits Électriques & Électroniques (y compris l'Automobile). Le chiffre d'affaires au T2 2018 a progressé de 4,3 % en organique.

Une forte croissance organique à un chiffre a été enregistrée dans le segment Produits Électriques & Électroniques (34 % du chiffre d'affaires de la division), y compris une croissance à deux chiffres au T2, portée par les activités de tests dans le Mobile et l'Automobile. Le sous-segment Produits Électriques & Électroniques bénéficie notamment de la contribution de Siemic, rachetée en début d'année 2017, qui renforce la présence du Groupe dans le domaine du *SmartWorld*.

Le segment Biens Durables a enregistré une bonne performance, avec une croissance organique élevée à un chiffre au S1 et T2, sous l'impulsion notamment de la Chine, de l'Asie du Sud et de l'Asie du Sud-Est. Le sous-segment Jouets, en revanche, a enregistré un ralentissement au T2 par rapport au T1, touché par la perte d'un détaillant traditionnel en proie à des difficultés structurelles. Le Groupe a toutefois conquis des parts de marché parmi les comptes intermédiaires ciblés.

Enfin, la croissance du segment Textiles (36 % du chiffre d'affaires de la division) est restée en-dessous de la moyenne de la division, dans un environnement de marché difficile avec les détaillants traditionnels. Le Groupe a enregistré une croissance robuste en Asie du Sud et en Asie du Sud-Est, grâce à la délocalisation d'activités manufacturières chinoises. La croissance a également été solide en Europe au cours du premier semestre 2018.

La marge opérationnelle ajustée pour le premier semestre s'est améliorée de 10 points de base, malgré l'évolution négative des taux de change. Sur une base organique, la marge opérationnelle ajustée a progressé de 30 points de base pour atteindre un solide 23,8 % (contre 23,5 % au S1 2017), les initiatives de marge et de levier opérationnel ayant plus que compensé une certaine pression sur les prix et un impact négatif du mix.

**Perspectives** : En 2018, le Groupe continue d'anticiper une croissance organique modérée à un chiffre du chiffre d'affaires, comme en 2017, compte tenu de la forte dynamique du segment Produits Électriques & Électroniques soutenue par les initiatives *SmartWorld* et Automobile, mais aussi du segment Biens Durables grâce notamment à la stabilisation du sous-segment Jouets.

## 1.4. FLUX DE TRESORERIE ET FINANCEMENT

### 1.4.1. FLUX DE TRESORERIE

(en millions d'euros)

S1 2018 S1 2017

Résultat avant impôts	246,6	226,0
Elimination des flux des opérations de financement et d'investissement	44,0	78,5
Provisions et autres éléments sans incidence sur la trésorerie	3,9	(16,8)
Amortissements et dépréciations	98,1	107,9
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	(148,8)	(144,8)
Impôts payés	(77,9)	(100,9)
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité</b>	<b>165,9</b>	<b>149,9</b>
Acquisitions de filiales	(122,7)	(75,6)
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(63,1)	(60,0)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	4,1	1,8
Acquisitions d'actifs financiers non courants	(14,8)	(16,1)
Cessions d'actifs financiers non courants	10,6	5,4
Variation des prêts et avances consentis	(1,9)	6,6
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	0,5	0,5
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement</b>	<b>(187,3)</b>	<b>(137,4)</b>
Augmentation de capital	2,6	1,1
Acquisition / cession d'actions propres	(26,7)	(16,7)
Dividendes versés	(254,8)	(254,4)
Augmentation des emprunts et autres dettes financières	263,8	77,7
Remboursement des emprunts et autres dettes financières	(5,7)	(612,2)
Intérêts payés	(44,0)	(63,3)
Remboursement des dettes avec les actionnaires	0,0	(0,8)
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement</b>	<b>(64,8)</b>	<b>(868,6)</b>
Incidence des écarts de change	(7,2)	2,1
Incidence des changements de méthode	-	-
<b>Variation de la trésorerie nette</b>	<b>(93,4)</b>	<b>(853,9)</b>
Trésorerie nette au début de la période	354,5	1 088,0
<b>Trésorerie nette à la fin de la période</b>	<b>261,1</b>	<b>234,0</b>
Dont disponibilités et équivalent de trésorerie	286,7	284,8
Dont concours bancaires courants	(25,6)	(50,8)

## Trésorerie nette provenant des activités opérationnelles du Groupe

Les flux de trésorerie générés par l'activité (*cash-flow* opérationnel) atteignent 165,9 millions d'euros au S1 2018 (+10,7 %) bénéficiant de la croissance sensible du chiffre d'affaires (+3,5 % en organique), d'une baisse des impôts payés au cours du S1 2018, et ce, malgré des effets de change négatifs. La variation du besoin en fonds de roulement (« BFR ») est contenue par rapport au S1 2017, en dépit de l'accélération de la croissance organique au T2.

Au 30 juin 2018, le BFR s'élève à 577,7 millions d'euros, soit 12,2 % du chiffre d'affaires des 12 derniers mois y compris les entités acquises, à comparer à 573,7 millions d'euros, soit 12,1 % au 30 juin 2017.

(en millions d'euros)	S1 2018	S1 2017
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité</b>	<b>165,9</b>	<b>149,9</b>
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nettes des cessions	(59,0)	(58,2)
Intérêts payés	(44,0)	(63,3)
<b>FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLE</b>	<b>62,9</b>	<b>28,4</b>

Le flux de trésorerie disponible, correspondant au flux net de trésorerie généré par l'activité après impôts, intérêts financiers et acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, s'élève à 62,9 millions d'euros au S1 2018, par rapport à 28,4 millions d'euros au S1 2017, soit une hausse de 121,5 % ou de 182,4 % à taux de change constant. Sur une base organique, le flux de trésorerie disponible a progressé de 156,7 % au cours du premier semestre 2018. L'évolution du flux de trésorerie disponible est toutefois mise en exergue grâce à une base de comparaison très favorable en raison d'intérêts payés élevés dans le cadre d'une opération de refinancement de la dette du Groupe, et d'impôts payés plus élevés au S1 2017.

### Évolution du flux de trésorerie disponible

(en millions d'euros)

<b>Flux de trésorerie disponible au 30 juin 2017</b>	<b>28,4</b>
Variation organique	+ 44,5
<b>Flux de trésorerie disponible organique</b>	<b>72,9</b>
Effet périmètre	+ 7,3
<b>Flux de trésorerie disponible à taux constant</b>	<b>80,2</b>
Effet de change	(17,3)
<b>FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLE AU 30 JUIN 2018</b>	<b>62,9</b>

### Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles

De manière générale, les activités d'inspection et de certification de Bureau Veritas sont des activités de services peu consommatrices en capital alors que les activités d'analyses et de tests en laboratoires requièrent des investissements. Ces dernières concernent en particulier les activités Biens de consommation et Agroalimentaire & Matières Premières.

Le montant total des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles net des cessions réalisées par le Groupe est de 59,0 millions d'euros au S1 2018, en très légère hausse par rapport à 58,2 millions d'euros au S1 2017. Le Groupe enregistre un produit de cession de 4,1 millions d'euros au S1 2018, contre 1,8 millions d'euros au S1 2017.

Le taux d'investissement s'élève à environ 2,5 % du chiffre d'affaires, à un niveau équivalent à celui du S1 2017 (2,5 %). Sur l'ensemble de l'année 2018, le Groupe vise un taux d'investissement entre 3,0 % et 3,5 %, notamment pour soutenir sa transformation digitale.

## Intérêts payés

Les intérêts payés sont en fort repli à 44,0 millions d'euros par rapport à 63,3 millions d'euros au S1 2017. Cela s'explique principalement par la baisse de l'endettement moyen par rapport au S1 2017. Le niveau de dette brute avait en effet augmenté au cours des cinq premiers mois de 2017 en raison d'une opération de refinancement par anticipation pour un montant 500 millions d'euros survenue en septembre 2016.

## Acquisitions de sociétés

Une description succincte des principales acquisitions réalisées au cours du semestre est présentée au paragraphe 1.2. Faits marquants du premier semestre 2018.

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>S1 2018</b>	<b>S1 2017</b>
Prix des activités acquises	(103,6)	(85,4)
Trésorerie des sociétés acquises	0,7	10,2
Complément de prix restant à payer au titre des acquisitions de l'année	0,4	12,0
Décaissements sur acquisitions antérieures	(18,3)	(10,1)
<b>Impact sur la trésorerie des activités acquises</b>	<b>(120,8)</b>	<b>(73,2)</b>
Frais d'acquisition	(1,9)	(2,4)
<b>ACQUISITION DE FILIALES</b>	<b>(122,7)</b>	<b>(75,6)</b>

## Trésorerie nette provenant des activités de financement du Groupe

### Opérations sur le capital (augmentation, réduction et achat d'actions propres)

Au S1 2018, pour servir les plans de stock-options et d'actions de performance, la Société a réalisé des rachats d'actions nets des augmentations de capital pour un montant de 24,1 millions d'euros.

### Dividendes

Au S1 2018, le poste « dividendes versés » se compose principalement du dividende versé aux actionnaires au titre de l'exercice 2017 pour un montant de 243,7 millions d'euros (dividende unitaire de 0,56 euro).

### Dettes financières

Le montant des dettes financières au bilan est en hausse de 291,0 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2017.

## 1.4.2. FINANCEMENT

### Sources de financement du Groupe

#### Principales sources de financement

Au 30 juin 2018, l'endettement brut du Groupe s'élève à 2 740,0 millions d'euros et se compose de :

- Financements non bancaires :
  - le *US Private Placement* 2008 (299,3 millions d'euros) ;
  - le *US Private Placement* 2010 (184,1 millions d'euros) ;
  - le *US Private Placement* 2011 et 2014 (171,6 millions d'euros) ;
  - le *US Private Placement* 2013 et 2014 (128,7 millions d'euros) ;
  - le *US Private Placement* 2017 (171,6 millions d'euros) porté par Bureau Veritas Holdings, Inc. ;
  - les différentes tranches des emprunts *Schuldschein* SSD (260 millions d'euros) ;
- Émissions obligataires de 2014, 2016 et 2018 (1,4 milliard d'euros) ;
- *Negotiable European Commercial Paper* (60 millions d'euros)
- Financements bancaires :
  - le crédit syndiqué (« Crédit Syndiqué 2018 », non tiré) ;
  - les autres emprunts bancaires (14,8 millions d'euros) ; et
  - les concours bancaires (25,6 millions d'euros).
- Frais d'emprunts et d'intérêts courus (24,4 millions d'euros).

L'évolution de l'endettement brut du Groupe se présente de la manière suivante :

(en millions d'euros)	30 juin 2018	31 déc. 2017
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (plus d'un an)	2 195,3	2 240,0
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (moins d'un an)	519,1	199,2
Concours bancaires	25,6	9,8
<b>ENDETTEMENT BRUT TOTAL</b>	<b>2 740,0</b>	<b>2 449,0</b>

Le tableau suivant présente l'évolution de la trésorerie et de l'endettement net du Groupe :

(en millions d'euros)	30 juin 2018	31 déc. 2017
Valeurs mobilières et créances assimilées	9,0	7,1
Disponibilités	277,7	357,2
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>286,7</b>	<b>364,3</b>
Endettement brut total	2 740,0	2 449,0
<b>ENDETTEMENT NET TOTAL</b>	<b>2 453,3</b>	<b>2 084,7</b>
Instruments de couverture de devises	9,7	9,7
<b>ENDETTEMENT NET AJUSTÉ</b>	<b>2 463,0</b>	<b>2 094,4</b>

La dette financière nette ajustée (dette financière nette après instruments de couverture de devises telle que définie dans le calcul des ratios bancaires) s'élève à 2 463,0 millions d'euros au 30 juin 2018, à comparer à 2 094,4 millions d'euros au 31 décembre 2017.

## Ratios bancaires

La plupart des financements du Groupe sont soumis au respect de certains engagements et ratios financiers. Au 30 juin 2018, tous ces engagements étaient respectés. Ces engagements peuvent être résumés ainsi :

- le premier ratio est défini comme le rapport de la dette financière nette ajustée sur l'EBITDA consolidé (résultat avant intérêts, impôts, amortissements et provisions) ajusté des 12 derniers mois de toute entité acquise, et doit être inférieur à 3,25. Au 30 juin 2018, ce ratio s'élève à 2,82 ;
- le second ratio représente l'EBITDA consolidé (résultat avant intérêts, impôts, amortissements et provisions) ajusté des 12 derniers mois de toute entité acquise sur les charges financières nettes du Groupe et doit être supérieur à 5,5. Au 30 juin 2018, ce ratio s'élève à 10,78.

## Principales caractéristiques des financements

### US Private Placement 2008

Le Groupe a mis en place le 16 juillet 2008 un placement privé aux États-Unis (« USPP 2008 ») d'un montant de 266 millions de dollars américains et de 63 millions de livres sterling. Les caractéristiques de ce contrat de financement sont les suivantes :

Échéance	Montants (en millions d'euros)	Devise	Amortissement	Taux
Juillet 2018	158,9	GBP & USD	<i>In fine</i>	Fixe
Juillet 2020	140,4	GBP & USD	<i>In fine</i>	Fixe

Cette émission a été réalisée sous la forme de quatre *senior notes* remboursables *in fine*.

La part dollar d'un montant de 155 millions de dollars américains arrivant à échéance en juillet 2018 a d'ores et déjà été refinancée auprès d'un groupe d'investisseurs américains. Cette ligne portée par Bureau Veritas Holdings, Inc. sera tirée en juillet 2018.

### US Private Placement 2010

Les caractéristiques de ce contrat de financement (« USPP 2010 ») sont les suivantes :

Échéance	Montants (en millions d'euros)	Devise	Amortissement	Taux
Juillet 2019	184,1	EUR	<i>In fine</i>	Fixe

### US Private Placement 2011 et 2014

Le Groupe a mis en place en 2011 un placement privé aux États-Unis (« USPP 2011 ») à hauteur de 200 millions de dollars américains, auprès d'un investisseur.

Le Groupe a confirmé l'utilisation de 100 millions de dollars américains en 2011, pour une durée de dix ans, et de 100 millions de dollars américains en mai 2014, pour une durée de huit ans.

Échéance	Montants (en millions d'euros)	Devise	Amortissement	Taux
Octobre 2021	85,8	USD	<i>In fine</i>	Fixe
Mai 2022	85,8	USD	<i>In fine</i>	Variable

### US Private Placement 2013 et 2014

Le Groupe a mis en place en octobre 2013 un placement privé aux États-Unis (« USPP 2013 ») à hauteur de 150 millions de dollars américains auprès d'un investisseur.

Échéance	Montants (en millions d'euros)	Devise	Amortissement	Taux
Septembre 2020	64,3	USD	<i>In fine</i>	Variable
Juillet 2022	21,4	USD	<i>In fine</i>	Variable
Juillet 2022	42,9	USD	<i>In fine</i>	Fixe

### US Private Placement 2017

Le Groupe a mis en place en juillet 2017 deux placements privés aux États-Unis (« USPP 2017 ») d'un montant total de 355 millions de dollars américains. Les caractéristiques de ces contrats de financement sont les suivantes :

Échéance	Montants (en millions d'euros)	Devise	Amortissement	Taux
Septembre 2027	171,6	USD	<i>In fine</i>	Fixe

Au 30 juin 2018, la ligne de financement de 200 millions de dollars américains portée par Bureau Veritas Holdings, Inc. est tirée à 100 % en dollars américains.

Échéance	Montants (en millions d'euros)	Devise	Amortissement	Taux
Juillet 2028	133,0	USD	<i>In fine</i>	Fixe

Au 30 juin 2018, la ligne de financement de 155 millions de dollars américains n'est pas tirée.

### Schuldschein SSD

Le Groupe a mis en place en 2011 et 2012 des placements privés de type *Schuldschein* en plusieurs tranches sur le marché allemand pour un montant total de 193 millions d'euros remboursable *in fine* dont 92 millions d'euros ont été remboursés au cours de l'année 2015, 14 millions d'euros au cours de l'année 2016 et 27 millions d'euros au cours de l'année 2017.

Un nouveau placement privé d'un montant de 200 millions d'euros a été mis en place en juillet 2015 avec des échéances de cinq et sept ans. L'encours total représente 260 millions d'euros au 30 juin 2018.

### **Émissions obligataires 2014, 2016 et 2018**

Le Groupe a réalisé quatre émissions obligataires non notées pour un total de 1,4 milliard d'euros. Les caractéristiques sont les suivantes :

<i>Échéance</i>	<b>Montants</b> <i>(en millions d'euros)</i>	<b>Devise</b>	<b>Amortissement</b>	<b>Taux</b>
Avril 2019	200	EUR	<i>In fine</i>	0,000 %
Janvier 2021	500	EUR	<i>In fine</i>	3,125 %
Septembre 2023	500	EUR	<i>In fine</i>	1,250 %
Septembre 2026	200	EUR	<i>In fine</i>	2,000 %

#### **Negotiable European Commercial Paper (« NEU CP »)**

Le Groupe dispose d'un programme de NEU CP auprès de la Banque de France afin d'optimiser sa gestion de trésorerie court terme. Les maturités des NEU CP sont inférieures à un an. Le plafond de ce programme a été augmenté de 450 millions d'euros à 600 millions d'euros suite à la mise en place en mai 2018 du nouveau crédit syndiqué *revolving* pour le même montant.

Au 30 juin 2018, le Groupe a émis 60 millions d'euros de NEU CP.

#### **Negotiable European Medium Term Note (« NEU MTN »)**

Le Groupe a mis en place un programme de NEU MTN auprès de la Banque de France afin de se doter d'un cadre juridique pour émettre des placements privés d'une durée de 1 à 3 ans. Le plafond de ce programme est fixé à 300 millions d'euros.

Au 30 juin 2018, le programme NEU MTN n'est pas utilisé.

#### **Crédit Syndiqué 2018**

Le Groupe dispose d'une ligne de crédit syndiqué *revolving* confirmée d'un montant de 600 millions d'euros. Cette ligne a été mise en place en mai 2018 pour une durée de cinq ans avec deux options d'extension d'une année chacune exerçables respectivement à l'issue de la première et la deuxième année. Cette ligne annule et remplace le crédit syndiqué mis en place en 2012.

Au 30 juin 2018, le Crédit Syndiqué 2018 n'est pas tiré.

### **Sources de financement attendues pour les investissements futurs**

Le Groupe prévoit que ses besoins de financement opérationnels seront totalement couverts par ses flux de trésorerie d'exploitation.

Au 30 juin 2018, pour le financement de sa croissance externe, le Groupe dispose des ressources provenant :

- des flux de trésorerie disponibles après impôts, frais financiers et dividendes ;
- de sa trésorerie disponible ;
- des 600 millions d'euros disponibles et confirmés au 30 juin 2018 sur le Crédit Syndiqué 2018. La disponibilité de cette source de financement est soumise au respect des ratios bancaires.



## 1.5. DESCRIPTION DES PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES POUR LES 6 MOIS RESTANTS DE L'EXERCICE

---

Les lecteurs sont invités à se référer au Document de référence 2017 de la Société déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 27 mars 2018 sous le numéro D.18-0184 (paragraphe 1.11. Facteurs de risques). Y sont notamment décrits les facteurs de risques, les assurances et les couvertures des risques, ainsi que la méthode de provisionnement des risques et litiges.

L'évolution des risques financiers et de marché sur le semestre est détaillée dans l'annexe aux états financiers consolidés semestriels à la Note 19 présentée au chapitre 2 – États financiers consolidés résumés au 30 juin 2018 du présent Rapport financier semestriel.

A l'exception de ces points, il n'est pas anticipé de risques ou d'incertitudes significatifs autres que ceux présentés dans ce document.

### **Procédures, enquêtes administratives, judiciaires et arbitrales**

---

Dans le cours normal de ses activités, le Groupe est impliqué dans un nombre important de procédures judiciaires visant en particulier à mettre en cause sa responsabilité civile professionnelle. Bien que le Groupe porte une grande attention à la maîtrise des risques et à la qualité des prestations réalisées, certaines peuvent aboutir à des condamnations pécuniaires.

Les charges pouvant résulter de ces litiges font l'objet de provisions. Le montant comptabilisé en provisions est la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation, actualisée à la date de clôture. Les coûts que le Groupe peut être amené à engager peuvent excéder les montants des provisions pour litiges du fait de nombreux facteurs, notamment du caractère incertain de l'issue des litiges.

À la date du présent document, le Groupe est impliqué dans les principales procédures suivantes :

#### **Contentieux relatif à la Construction d'un complexe hôtelier et commercial en Turquie**

Bureau Veritas Gozetim Hizmetleri Ltd Sirketi (« BVG ») et la société turque Aymet sont parties à un contentieux devant le Tribunal de commerce d'Ankara relatif à la construction d'un complexe hôtelier et commercial pour lequel elles ont conclu un contrat en 2003. En 2004, la construction du projet s'est arrêtée suite au retrait du financement du projet par la Banque Aareal. En 2008, Aymet a entamé une procédure contre BVG, alléguant de prétendus manquements dans la réalisation de sa mission d'inspection et de supervision du projet et la responsabilité de BVG dans le retrait du financement.

Sur le plan procédural, les experts nommés par le juge ont déposé, en 2009 puis en 2014, des rapports très défavorables à BVG.

Un nouveau collège d'experts a été désigné fin 2015 par le Tribunal pour réexaminer l'intégralité des pièces du dossier. Leur rapport, déposé le 16 décembre 2015, considère que BVG a rempli ses obligations contractuelles, que la demande d'Aymet n'est pas fondée et qu'Aymet doit régler à BVG le solde resté impayé de ses prestations.

A la suite des observations des parties, le juge a demandé aux experts de produire un rapport complémentaire. Dans l'intervalle, trois des cinq experts se sont récusés et ont été remplacés fin février 2017. Les nouveaux experts ont néanmoins déposé dès le 15 mars 2017 un rapport de nouveau défavorable à BV Gozetim confirmant les rapports de 2014 et étendant le calcul du préjudice prétendument subi par Aymet. Leur rapport complémentaire, demandé par le Tribunal lors de l'audience du 17 janvier 2018 et déposé fin avril 2018, confirme leur précédent rapport de mars 2017.

Compte tenu des conditions troublantes ayant conduit à ce dernier audit, BVG a intenté plusieurs recours sur le plan pénal et disciplinaire, et le Tribunal a saisi le parquet. La Société estime que ces rapports d'experts défavorables n'ont pas tenu compte des pièces versées au dossier par BVG et par la Banque Aareal et n'ont pas répondu aux questions juridiques et contractuelles permettant d'établir la responsabilité éventuelle de BVG. Sur le fond, les documents portés à la connaissance du Tribunal par BVG et par la Banque Aareal, qui a accordé un financement au titre du projet et qui elle-même a été assignée par Aymet, de même que plusieurs consultations juridiques d'éminents professeurs de droit turc, confortent la position de la Société selon laquelle les demandes de la société Aymet sont sans fondement juridique et contractuel solide.

En novembre 2017, une décision est intervenue dans l'affaire qui oppose – dans le cadre du même projet – la Banque Aareal et Aymet, *via* son représentant légal. Le Tribunal a considéré que la banque avait légitimement résilié son financement du fait des défaillances contractuelles de son emprunteur Aymet. Cette décision pourrait avoir un impact favorable sur la procédure à laquelle BVG est partie.

Au regard du droit local, la réclamation d'Aymet est aujourd'hui plafonnée à 87,4 millions de livres turques, soit au cours de juin 2018 de l'ordre de 16 millions d'euros, auxquels s'ajoutent les intérêts au taux légal et les frais de justice. BVG conteste tant le principe de la demande initiale que l'évaluation du préjudice.

En l'état actuel de la procédure, l'issue de ce litige reste incertaine. Sur la base des provisions passées par le Groupe, et en l'état des informations connues à ce jour, la Société considère, après prise en compte des avis de ses avocats, que ce sinistre n'aura pas d'impact défavorable significatif sur les états financiers consolidés du Groupe.

### **Contentieux relatif à l'accident d'un avion de la compagnie Gabon Express**

À la suite de l'accident d'un avion de la compagnie Gabon Express survenu à Libreville le 8 juin 2004 ayant causé le décès de 19 passagers et membres d'équipage et occasionné 11 blessés, l'administrateur général de l'époque de la société Bureau Veritas Gabon SAU (« BV Gabon »), filiale de la Société, est poursuivi pour complicité d'homicides et blessures involontaires. La société BV Gabon est recherchée en responsabilité civile devant les juridictions gabonaises.

À ce jour, aucune réclamation chiffrée n'a été formulée devant un tribunal et la répartition des responsabilités n'est toujours pas connue. La procédure au fond n'a toujours pas commencé. Le recours en rétractation de l'arrêt du 18 juin 2013, déposé par BV Gabon en septembre 2013, a fait l'objet en février 2015 d'une décision de rejet par la Cour de Cassation de Libreville. Depuis cette date, le dossier aurait dû être retourné au Tribunal correctionnel pour fixation d'une audience au fond, ce qui n'a pas encore été fait.

BV Gabon a fait délivrer des citations directes aux courtiers et assureurs étrangers qui avaient illégalement placé la police couvrant l'avion, de façon à les faire intervenir à la cause.

Sur la base des couvertures d'assurance disponibles, et en l'état des informations connues à ce jour, la Société considère, après prise en compte des avis de ses avocats, que ce sinistre n'aura pas d'impact défavorable significatif sur les états financiers consolidés du Groupe.

### **Contentieux relatif à l'agrément de contrôleur technique en France**

Une procédure a été engagée par la Fédération des syndicats des métiers de la prestation intellectuelle, du conseil, de l'ingénierie et du numérique (ci-après la « Fédération CINOV ») devant le Tribunal administratif de Cergy-Pontoise aux fins d'annulation de la décision du 2 novembre 2016 par laquelle le Ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargé des relations internationales sur le climat (désormais nommé Ministre de la transition écologique et solidaire) et le Ministre du logement et de l'habitat durable (désormais nommé Ministre de la cohésion des territoires) (ci-après conjointement les « Ministres ») ont accordé, pour une durée de trois ans à compter de ladite décision, à la société Bureau Veritas Construction SAS, filiale de la Société, l'agrément en qualité de contrôleur technique.

Bureau Veritas Construction SAS, bénéficiaire de la décision attaquée, a décidé d'intervenir en défense en soutien des conclusions présentées par les Ministres.

Après avoir pris avis de ses avocats, le Groupe estime que les arguments de la Fédération CINOV ne sont pas fondés et considère probable que les Ministres seront en mesure de faire légalement prévaloir leur position. Ainsi, bien qu'il soit impossible de prédire avec certitude les conséquences et/ou les coûts liés à cette action, le Groupe considère que celle-ci n'est pas de nature à avoir un impact significatif sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe et, en conséquence, aucune provision n'a été constituée dans les états financiers consolidés à ce titre.

### **Procédures fiscales**

Bureau Veritas SA a reçu une proposition de rectification notifiée par les autorités fiscales françaises au titre des exercices 2010 à 2014. Dans le cadre de la procédure contradictoire, la Société a fait valoir ses arguments lui permettant de défendre sa position. Après accord avec les autorités fiscales, seul demeure un risque résiduel lié à ce litige qui a été provisionné conformément à ce qui est indiqué au paragraphe 1.11.3 relatif au risque lié à la fiscalité du Document de référence 2017 de la Société.

Il n'existe pas d'autres enquêtes ou procédures gouvernementales, administratives, judiciaires ou d'arbitrage (y compris toute procédure dont la Société a connaissance, qui soit en suspens ou dont le Groupe soit menacé) susceptibles d'avoir ou ayant eu, au cours des 6 derniers mois, des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe. Une description détaillée des provisions pour litiges comptabilisées par le Groupe est présentée dans la Note 27 annexée aux états financiers figurant au paragraphe 5.1 – États financiers consolidés du Document de référence 2017.

## **1.6. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES**

---

Les lecteurs sont invités à se référer à la Note 20 – Transactions entre les parties liées présentée dans le chapitre 2 - Etats financiers consolidés résumés au 30 juin 2018 du présent Rapport financier semestriel.

## **1.7. PERSPECTIVES**

---

### **Perspectives 2018 confirmées**

---

**Pour l'exercice 2018, le Groupe prévoit :**

- une accélération de la croissance organique du chiffre d'affaires par rapport à l'exercice 2017 ;
- une légère amélioration de la marge opérationnelle ajustée à taux de change constant par rapport à l'exercice 2017 ;
- une génération de flux de trésorerie en amélioration à taux de change constant par rapport à l'exercice 2017.

## **1.8. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE**

---

### **1.8.1. ACQUISITION DE PERMULAB**

Le 4 juillet 2018, Bureau Veritas a fait l'acquisition de PermulaB Sdn. Bhd., un acteur de référence dans les services d'essais en laboratoire dans les domaines de l'agroalimentaire, de l'eau et de l'environnement en Malaisie. Fondée en 1996 et basée à Kuala Lumpur, PermulaB permettra au Groupe de renforcer son implantation, notamment dans le domaine de l'agroalimentaire en Asie-Pacifique. PermulaB a généré un chiffre d'affaires d'environ 4 millions d'euros en 2017.

## 2. ETATS FINANCIERS CONSOLIDES RESUMES AU 30 JUIN 2018

### 2.1. ETATS FINANCIERS CONSOLIDES SEMESTRIELS

#### Compte de résultat consolidé semestriel

(en millions d'euros sauf les résultats par action)	Notes	S1 2018	S1 2017
<b>Chiffre d'affaires</b>	6	<b>2 338,3</b>	<b>2 360,1</b>
Achats et charges externes	7	(689,8)	(690,4)
Frais de personnel	7	(1 243,9)	(1 244,8)
Impôts et taxes		(23,3)	(23,9)
(Dotations) / reprises de provisions	7	(0,3)	(11,7)
Dotations aux amortissements		(98,1)	(107,9)
Autres produits et charges d'exploitation	7	8,1	4,8
<b>Résultat opérationnel</b>	6	<b>291,0</b>	<b>286,2</b>
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence		0,7	0,5
<b>Résultat opérationnel après quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence</b>		<b>291,7</b>	<b>286,7</b>
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		1,0	1,1
Coût de l'endettement financier brut		(41,9)	(47,8)
Coût de l'endettement financier net		<b>(40,9)</b>	<b>(46,7)</b>
Autres produits et charges financiers		(4,3)	(14,0)
<b>Résultat financier</b>		<b>(45,2)</b>	<b>(60,7)</b>
<b>Résultat avant impôts</b>		<b>246,5</b>	<b>226,0</b>
Charge d'impôt	8	(84,4)	(80,0)
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>		<b>162,1</b>	<b>146,0</b>
<b>Résultat net des activités abandonnées</b>		<b>-</b>	<b>(5,7)</b>
Intérêts minoritaires		12,4	10,1
<b>RÉSULTAT NET PART DU GROUPE</b>		<b>149,7</b>	<b>130,2</b>
Résultat par action (en euros) :			
Résultat net	17	0,34	0,30
Résultat net dilué	17	0,34	0,30

Les notes en pages 33 à 65 font partie intégrante des états financiers résumés.

## Résultat global consolidé semestriel

(en millions d'euros)	Notes	S1 2018	S1 2017
<b>Résultat net</b>		<b>162,1</b>	<b>140,3</b>
<b>Autres éléments du résultat global</b>			
<b>Éléments recyclables en résultat</b>			
Écarts de conversion (1)		(41,7)	(141,0)
Couvertures de flux de trésorerie (2)		(0,4)	-
Effet d'impôt sur les éléments recyclables en résultat (4)	8	0,1	-
<b>Total des éléments recyclables en résultat</b>		<b>(42,0)</b>	<b>(141,0)</b>
<b>Éléments non recyclables en résultat</b>			
Gains / (pertes) actuariels (3)		4,1	1,4
Effet d'impôt sur les éléments non recyclables en résultat (4)	8	(1,1)	(0,5)
<b>Total des éléments non recyclables en résultat</b>		<b>3,0</b>	<b>0,9</b>
<b>Total des autres éléments du résultat global (après impôt)</b>		<b>(39,0)</b>	<b>(140,1)</b>
<b>RÉSULTAT GLOBAL</b>		<b>123,1</b>	<b>0,2</b>
<u>revenant:</u>			
aux actionnaires de la société		107,2	(7,0)
aux participations ne donnant pas le contrôle		15,9	7,2

- (1) Écart de conversion : ce poste comprend les écarts dus à la conversion en euro des comptes des filiales étrangères. Les principales devises qui concourent à la variation de la période sont le dollar canadien (10,0 millions d'euros), le dollar australien (12,5 millions d'euros) et le réal brésilien (17,4 millions d'euros).
- (2) La variation de la réserve de couvertures de flux de trésorerie résulte de la variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés éligibles à la comptabilité de couverture.
- (3) Gains et pertes actuariels : le Groupe comptabilise en capitaux propres les écarts actuariels relatifs à l'évaluation des avantages au personnel à long terme. Ces écarts actuariels correspondent à l'incidence des ajustements liés à l'expérience et au changement des hypothèses d'évaluation (taux d'actualisation, taux d'augmentation des salaires et taux d'augmentation des retraites) de l'obligation relative au régime à prestations définies.
- (4) L'effet d'impôt est détaillé en Note 8 - « Impôt sur le résultat ».

Les notes en pages 33 à 65 font partie intégrante des états financiers résumés.

## État de la situation financière consolidée semestrielle

(en millions d'euros)	Notes	1 <sup>ère</sup> application de la Norme IFRS 9	Décembre 2017 retraité	Décembre 2017 publié
		Jun 2018		
Écarts d'acquisition	9	2 021,9	1 965,1	1 965,1
Immobilisations incorporelles		649,6	640,2	640,2
Immobilisations corporelles		477,0	486,3	486,3
Participations mises en équivalence		5,0	4,6	4,6
Impôts différés actifs		137,6	145,3	138,4
Titres de participation non consolidés		1,3	1,3	1,3
Autres actifs financiers non courants		111,1	118,4	118,4
<b>Total actif non courant</b>		<b>3 403,5</b>	<b>3 361,2</b>	<b>3 354,3</b>
Clients et autres débiteurs		1 657,9	1 546,6	1 573,1
Impôt sur le résultat - actif		48,9	52,8	52,8
Actifs financiers courants		27,8	20,3	20,3
Instruments financiers dérivés		5,1	3,8	3,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie		286,7	364,3	364,3
<b>Total actif courant</b>		<b>2 026,4</b>	<b>1 987,8</b>	<b>2 014,3</b>
Actifs destinés à être cédés		0,3	1,2	1,2
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>5 430,2</b>	<b>5 350,2</b>	<b>5 369,8</b>
Capital		53,0	53,0	53,0
Réserves et résultat consolidés		747,5	917,4	936,1
Capitaux propres revenant aux actionnaires de la société		800,5	970,4	989,1
Participations ne donnant pas le contrôle		51,6	42,7	43,6
<b>Total capitaux propres</b>		<b>852,1</b>	<b>1 013,1</b>	<b>1 032,7</b>
Dettes financières non courantes	13	2 195,3	2 240,0	2 240,0
Instruments financiers dérivés		6,7	6,7	6,7
Autres passifs financiers non courants		115,2	120,2	120,2
Impôts différés passifs		142,5	143,3	143,3
Avantages au personnel à long terme		189,4	190,1	190,1
Provisions pour risques et charges	15	104,3	109,6	109,6
<b>Total passif non courant</b>		<b>2 753,4</b>	<b>2 809,9</b>	<b>2 809,9</b>
Dettes fournisseurs et autres créditeurs		1 080,2	1 119,8	1 119,8
Impôt sur le résultat exigible		69,6	73,6	73,6
Dettes financières courantes	13	544,7	209,0	209,0
Instruments financiers dérivés		6,1	9,7	9,7
Autres passifs financiers courants		123,9	114,1	114,1
<b>Total passif courant</b>		<b>1 824,5</b>	<b>1 526,2</b>	<b>1 526,2</b>
Passifs destinés à être cédés		0,2	1,0	1,0
<b>TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>		<b>5 430,2</b>	<b>5 350,2</b>	<b>5 369,8</b>

Les notes en pages 33 à 65 font partie intégrante des états financiers résumés.

## Tableau de variation des capitaux propres consolidés semestriels

(en millions d'euros)	Capital	Primes	Réserve de conversion	Autres réserves	Total capitaux propres	Revenant aux actionnaires de la Société	Revenant aux participations ne donnant pas le contrôle
<b>31 décembre 2016</b>	<b>53,0</b>	<b>42,3</b>	<b>(17,1)</b>	<b>1 164,8</b>	<b>1 243,0</b>	<b>1 197,4</b>	<b>45,6</b>
Levées de stock-options	-	3,1	-	-	3,1	3,1	-
Juste valeur des stock-options	-	-	-	10,2	10,2	10,2	-
Dividendes versés	-	-	-	(245,4)	(245,4)	(239,8)	(5,6)
Transactions sur actions propres	-	-	-	(14,2)	(14,2)	(14,2)	-
Entrées de périmètre	-	-	-	6,1	6,1	-	6,1
Autres mouvements (1)	-	-	-	(15,2)	(15,2)	(8,0)	(7,2)
<b>Total des opérations avec les actionnaires</b>	<b>-</b>	<b>3,1</b>	<b>-</b>	<b>(258,5)</b>	<b>(255,4)</b>	<b>(248,7)</b>	<b>(6,7)</b>
Résultat net	-	-	-	140,3	140,3	130,2	10,1
Autres éléments du résultat global	-	-	(141,0)	0,9	(140,1)	(137,2)	(2,9)
<b>Résultat global</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(141,0)</b>	<b>141,2</b>	<b>0,2</b>	<b>(7,0)</b>	<b>7,2</b>
<b>30 juin 2017</b>	<b>53,0</b>	<b>45,4</b>	<b>(158,1)</b>	<b>1 047,5</b>	<b>987,8</b>	<b>941,7</b>	<b>46,1</b>
<b>31 décembre 2017 publié</b>	<b>53,0</b>	<b>39,1</b>	<b>(234,2)</b>	<b>1 174,8</b>	<b>1 032,7</b>	<b>989,1</b>	<b>43,6</b>
1ère application de la Norme IFRS 9				(19,6)	(19,6)	(18,7)	(0,9)
<b>31 décembre 2017 retraité</b>	<b>53,0</b>	<b>39,1</b>	<b>(234,2)</b>	<b>1 155,2</b>	<b>1 013,1</b>	<b>970,4</b>	<b>42,7</b>
Augmentation de capital		2,5		0,1	2,6	2,5	0,1
Juste valeur des stock-options				10,9	10,9	10,9	
Dividendes versés				(246,8)	(246,8)	(243,7)	(3,1)
Transactions sur actions propres				(23,0)	(23,0)	(23,0)	
Entrées de périmètre				9,7	9,7	-	9,7
Autres mouvements (1)				(37,5)	(37,5)	(23,8)	(13,7)
<b>Total des opérations avec les actionnaires</b>	<b>-</b>	<b>2,5</b>	<b>-</b>	<b>(286,6)</b>	<b>(284,1)</b>	<b>(277,1)</b>	<b>(7,0)</b>
Résultat net				162,1	162,1	149,7	12,4
Autres éléments du résultat global			(41,7)	2,7	(39,0)	(42,5)	3,5
<b>Résultat global</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(41,7)</b>	<b>164,8</b>	<b>123,1</b>	<b>107,2</b>	<b>15,9</b>
<b>30 JUIN 2018</b>	<b>53,0</b>	<b>41,6</b>	<b>(275,9)</b>	<b>1 033,4</b>	<b>852,1</b>	<b>800,5</b>	<b>51,6</b>

(1) Le poste « Autres mouvements » est constitué majoritairement :

- de transferts de réserves entre la part revenant aux actionnaires de la Société et aux participations ne donnant pas le contrôle ;
- de la variation de la juste valeur des *puts* sur minoritaires.

Les notes en pages 33 à 65 font partie intégrante des états financiers résumés.



## Tableau consolidé semestriel des flux de trésorerie

(en millions d'euros)	Notes	S1 2018	S1 2017
Résultat avant impôts		246,6	226,0
Élimination des flux des opérations de financement et d'investissement		44,0	78,5
Provisions et autres éléments sans incidence sur la trésorerie		3,9	(16,8)
Amortissements et dépréciations		98,1	107,9
Variations du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	16	(148,8)	(144,8)
Impôts payés		(77,9)	(100,9)
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité</b>		<b>165,9</b>	<b>149,9</b>
Acquisitions de filiales	10	(122,7)	(75,6)
Acquisitions d'immobilisations corporelles & incorporelles		(63,1)	(60,0)
Cessions d'immobilisations corporelles & incorporelles		4,1	1,8
Acquisitions d'actifs financiers non courants		(14,8)	(16,1)
Cessions d'actifs financiers non courants		10,6	5,4
Variation des prêts et avances consentis		(1,9)	6,6
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		0,5	0,5
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement</b>		<b>(187,3)</b>	<b>(137,4)</b>
Augmentation du capital	11	2,6	1,1
Acquisition / Cession d'actions propres		(26,7)	(16,7)
Dividendes versés		(254,8)	(254,4)
Augmentation des emprunts et autres dettes financières		263,8	77,7
Remboursement des emprunts et autres dettes financières		(5,7)	(612,2)
Remboursement des dettes avec les actionnaires		0,0	(0,8)
Intérêts payés		(44,0)	(63,3)
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement</b>		<b>(64,8)</b>	<b>(868,6)</b>
Incidence des écarts de change		(7,2)	2,1
<b>VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE</b>		<b>(93,4)</b>	<b>(854,0)</b>
Trésorerie nette au début de la période		354,5	1 088,0
<b>TRÉSORERIE NETTE À LA FIN DE LA PERIODE</b>		<b>261,1</b>	<b>234,0</b>
Dont disponibilités et équivalents de trésorerie		286,7	284,8
Dont concours bancaires courants	13	(25,6)	(50,8)

Les notes en pages 33 à 65 font partie intégrante des états financiers résumés.

## 2.2 NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES

---

### Note 1 : Informations générales

Depuis sa création en 1828, Bureau Veritas a développé une expertise reconnue pour aider ses clients à se conformer aux normes ou aux réglementations relatives à la qualité, l'hygiène et la santé, la sécurité, l'environnement et la responsabilité sociale. L'activité de Bureau Veritas consiste à inspecter, analyser, auditer ou certifier les produits, les actifs et les systèmes de management de ses clients par rapport à des référentiels réglementaires ou volontaires, pour délivrer ensuite des rapports de conformité.

Bureau Veritas S.A. (la « Société ») et l'ensemble de ses filiales constituent le Groupe Bureau Veritas (ci-dessous appelé « Bureau Veritas » ou le « Groupe »).

Bureau Veritas S.A. est une société anonyme enregistrée et domiciliée en France. Son siège social est situé Immeuble Newtime, 40/52 Boulevard du Parc, 92200 Neuilly-sur-Seine, France.

Au 30 juin 2018, Wendel détient 40,06 % du capital de Bureau Veritas et 56,92 % des droits de vote.

Ces états financiers consolidés résumés ont été arrêtés le 25 juillet 2018 par le Conseil d'administration.

### Note 2 : Faits marquants du premier semestre 2018

#### Acquisitions

Au cours du premier semestre 2018, le Groupe a réalisé les principales acquisitions suivantes :

- Lubrication Management SL, une société espagnole spécialisée dans l'analyse d'huiles lubrifiantes ;
- EMG Corporation, une société américaine de services d'évaluation technique et d'assistance à la maîtrise d'ouvrage, à la gestion d'actifs et aux transactions immobilières aux États-Unis.

Ces acquisitions, ainsi que leurs impacts dans les comptes semestriels, sont détaillés dans la Note 10 - « Acquisitions et cessions ».

#### Distribution de dividendes

Le 22 mai 2018, le Groupe a procédé à une distribution de dividendes aux actions ayant droit à hauteur de 243,7 millions d'euros au titre de l'exercice 2017.

### Note 3 : Principes et méthodes comptables

#### Base de préparation des états financiers

Ces états financiers consolidés résumés du premier semestre 2018 sont établis conformément à IAS 34 « Information financière intermédiaire » telle qu'adoptée dans l'Union Européenne. Ils doivent être lus en liaison avec les états financiers annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2017 qui ont été établis conformément aux normes IFRS telles qu'adoptées dans l'Union Européenne.

## Évolution du référentiel IFRS

Le Groupe applique les normes et textes entrés en vigueur à compter de l'exercice ouvert au 1<sup>er</sup> janvier 2018. Il s'agit des normes suivantes :

- IFRS 9 Instruments financiers ;
- IFRS 15 Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients ;
- Amendements à IFRS 4, IFRS 2, IAS 40 ;
- Processus annuel d'amélioration des normes cycle 2014-2016.

### **Première application d'IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients »**

Le chiffre d'affaires représente la juste valeur hors taxes de la contrepartie reçue ou à recevoir au titre des services rendus par les sociétés du Groupe dans le cadre normal de leur activité et après élimination des transactions intra-groupe. Le Groupe comptabilise le chiffre d'affaires lorsque le montant des produits peut être évalué de façon fiable et qu'il est probable que des avantages économiques futurs bénéficieront au Groupe.

La majorité des contrats du Groupe donnent lieu à de multiples missions de très courte durée pour un même contrat. Le Groupe comptabilise le chiffre d'affaires de ces contrats selon une méthode à l'avancement fondée sur la réalisation de chaque mission.

D'autres contrats génèrent des missions de plus longue durée, notamment dans les activités Marine & Offshore, Bâtiment & Infrastructures. Pour ces contrats, le Groupe utilise la méthode de l'avancement basée sur les coûts encourus pour déterminer le montant qu'il convient de comptabiliser en chiffre d'affaires au cours d'une période donnée dans la mesure où les résultats des contrats sont déterminés de manière fiable. Le pourcentage d'avancement est déterminé pour chaque contrat par référence aux coûts encourus à la date de clôture, rapportés au total des coûts estimés. L'accroissement de ce pourcentage, appliqué au résultat total prévisionnel du contrat, représente la marge comptabilisée de la période. En cas de marge prévisionnelle négative, des provisions pour risques et charges sont constituées pour la totalité du contrat.

Selon la norme IFRS 15, le chiffre d'affaires est reconnu à la date où le contrôle des biens ou services est transféré au client.

Le Groupe a poursuivi l'analyse des principaux types de contrats relatifs à chacun de ses six secteurs, et a conclu que la nouvelle norme n'entraîne pas de modification substantielle de ses principes comptables. La méthode à l'avancement a été maintenue dans la plupart des cas, les contrats bénéficiant d'un droit exécutoire à paiement ou satisfaisant la condition de non re-performance au titre des prestations réalisées à la date de clôture.

Le Groupe a retenu l'approche rétrospective modifiée qui prévoit de constater l'effet de la première application d'IFRS 15 en report à nouveau au 1<sup>er</sup> janvier 2018 sans retraiter l'exercice comparatif. Il n'y a pas d'impact constaté en capitaux propres au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

## Première application d'IFRS 9 « Instruments financiers »

Cette norme traite de la classification, de l'évaluation et de la dé-comptabilisation des actifs et passifs financiers (i), introduit de nouvelles règles concernant la comptabilité de couverture (ii), ainsi qu'un nouveau modèle de dépréciation des actifs financiers (iii).

Cette nouvelle norme n'a pas d'incidence significative sur l'évaluation de ses actifs financiers, sur la comptabilisation des passifs financiers (i), ainsi que sur la comptabilité de couverture (ii).

### Classification et évaluation des actifs financiers

Le tableau ci-après présente la classification des actifs financiers au 1<sup>er</sup> janvier 2018 selon les catégories définies par la norme IAS 39 et celles requises par la norme IFRS 9.

		Mode de valorisation au bilan selon la norme IAS 39					
	Catégorie IAS 39	Valeur au bilan	Coût amorti	Coût	Juste valeur par capitaux propres	Juste valeur par compte de résultat	Catégorie IFRS 9
(en millions d'euros)							
Au 1er janvier 2018							
ACTIFS FINANCIERS							
Titres de participation non consolidés	JVCR	1,3	-	-	-	1,3	JVCR
Autres actifs financiers non courants	ADE	118,4	118,4	-	-	-	Coût amorti
Clients et autres débiteurs	PC	1 520,0	1 520,0	-	-	-	Coût amorti
Actifs financiers courants	PC	20,3	20,3	-	-	-	Coût amorti
Instruments financiers dérivés	JVCR/JVCP	3,8	-	-	-	3,8	JVCR
Trésorerie et équivalents de trésorerie		364,3	-	-	-	364,3	
Sicav monétaires	JVCR	7,1				7,1	JVCR
Trésorerie	JVCR	357,2				357,2	Coût amorti

### Dépréciation des actifs financiers

En ce qui concerne le nouveau modèle de dépréciation basé sur les pertes attendues et non plus uniquement sur les pertes avérées comme requis par la norme IAS 39 (iii), le Groupe comptabilise les pertes attendues sur l'ensemble de ses créances commerciales dès l'origine en se fondant sur une matrice de taux de défaut historiques par maturité de créances. Des ajustements reflétant l'évolution future de l'environnement peuvent être effectués, le cas échéant.

Le Groupe a appliqué cette norme rétrospectivement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 sans retraiter l'exercice comparatif 2017 et a constaté une provision complémentaire pour dépréciation de ses créances clients de 26,5 millions d'euros en contrepartie de ses capitaux propres.

### Autres normes

Aucune norme, amendement ou interprétation publiés par IASB, adoptés par l'Union Européenne ne sont appliqués par anticipation au 30 juin 2018 par le Groupe.

En ce qui concerne IFRS 16 « Contrats de location », le Groupe est en cours d'analyse de l'incidence de cette norme sur les principes de comptabilisation. Les loyers futurs déclarés jusqu'à présent au titre d'IAS 17 sont exclusivement issus des contrats immobiliers fermes. Cependant, la stratégie du Groupe est d'intégrer un certain niveau de flexibilité dans son portefeuille de contrats au travers d'options de renouvellement à la discrétion du Groupe. Quelques-uns de ces contrats pourraient être considérés comme quasi-certains et être de ce fait traités comme des locations fermes au sens de la norme IFRS16.

## Particularités de l'établissement des comptes intermédiaires

### Méthodes comptables appliquées

Les méthodes comptables appliquées sont cohérentes avec les règles et méthodes comptables retenues pour la préparation des états financiers annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, à l'exception des nouvelles normes qui n'avaient pas été appliquées par anticipation, de la charge d'impôt sur le résultat et de la charge relative aux avantages au personnel à long terme telles que décrites dans le paragraphe suivant.

### Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers conformément aux normes IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La Direction est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables du Groupe.

La préparation des états financiers intermédiaires a nécessité l'utilisation d'estimations et d'hypothèses sur les mêmes éléments que ceux décrits dans les états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, à l'exception de la détermination de la charge d'impôt et des avantages au personnel à long terme pour lesquels les méthodes d'estimation suivantes ont été appliquées :

- Charge d'impôt :

La charge d'impôt a été déterminée au 30 juin 2018 sur la base d'une projection sur l'exercice du taux moyen pondéré d'impôt attendu par pays, compte tenu de l'estimation d'un résultat taxable sur l'exercice.

- Avantages au personnel à long terme :

En l'absence de changement significatif, la charge constatée au compte de résultat du 30 juin est estimée sur la base des projections 2018 indiquées dans les rapports d'actuaire établis au 31 décembre 2017. Dans le cas d'une évolution significative du taux d'actualisation, la provision est ajustée sur la base du taux d'actualisation publié au 30 juin 2018.

## Note 4 : Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS

Dans le cadre de sa communication externe, le Groupe utilise des indicateurs financiers non définis par les normes IFRS.

Ces indicateurs sont définis ci-dessous :

**Le résultat opérationnel « ajusté »** représente le résultat opérationnel du Groupe avant prise en compte des produits et charges relatifs aux regroupements d'entreprises et autres éléments non récurrents.

Lorsqu'une acquisition est réalisée en cours d'exercice, le montant des amortissements des actifs incorporels est calculé en tenant compte d'un *pro rata temporis*.

Étant donné la durée de la période d'ajustement permettant de déterminer la juste valeur des actifs et passifs acquis (12 mois), l'amortissement des actifs incorporels de l'année d'acquisition peut, dans certains cas, reposer sur une évaluation temporaire et être légèrement ajusté l'année suivante, lorsque la valeur finale des actifs incorporels est connue.

(en millions d'euros)	S1 2018	S1 2017
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>291,0</b>	<b>286,2</b>
Amortissement des actifs incorporels issus des acquisitions	35,8	40,1
Charges de restructuration	19,5	31,4
Résultats de cessions d'activité et autres charges et produits relatifs aux acquisitions	1,8	1,7
<b>RÉSULTAT OPÉRATIONNEL AJUSTÉ</b>	<b>348,1</b>	<b>359,4</b>

Le résultat net « ajusté » part du Groupe est défini comme le résultat net part du Groupe ajusté des produits et charges relatifs aux acquisitions et aux autres éléments non récurrents nets d'impôt, ainsi que du résultat net des activités abandonnées.

(en millions d'euros)	S1 2018	S1 2017
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>149,7</b>	<b>130,2</b>
Produits/Charges relatifs aux acquisitions et autres éléments non récurrents	54,3	73,2
Résultat net des activités abandonnées	-	5,7
Effet d'impôt	(14,5)	(21,5)
<b>RÉSULTAT NET AJUSTÉ PART DU GROUPE</b>	<b>189,5</b>	<b>187,6</b>

Le « flux de trésorerie disponible » correspond aux Flux Nets de Trésorerie liés à l'activité retraités des acquisitions nettes d'immobilisations corporelles et incorporelles et des intérêts financiers payés :

(en millions d'euros)	S1 2018	S1 2017
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité</b>	<b>165,9</b>	<b>149,9</b>
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(63,1)	(60,0)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	4,1	1,8
Intérêts payés	(44,0)	(63,3)
<b>FLUX DE TRESORERIE DISPONIBLE</b>	<b>62,9</b>	<b>28,4</b>

La dette financière nette ajustée est définie dans la Note 13 - « Dette Financière ».

## Note 5 : Saisonnalité

Le chiffre d'affaires, le résultat opérationnel et les flux de trésorerie enregistrent une certaine saisonnalité, avec un premier semestre traditionnellement moins élevé que le second semestre.

Pour le chiffre d'affaires et le résultat opérationnel, la saisonnalité concerne essentiellement les activités Biens de consommation, Bâtiment & Infrastructure et Certification. Pour l'activité Biens de consommation, cette tendance est liée à la saisonnalité de la consommation finale (concentration en fin d'année civile). Pour les activités Bâtiment & Infrastructure et Certification, ce phénomène résulte de la volonté des clients d'obtenir leurs certifications avant la fin de l'exercice fiscal et social (généralement au 31 décembre de chaque année). La saisonnalité du résultat est toutefois plus prononcée que celle du chiffre d'affaires du fait d'une moins bonne absorption des coûts fixes des activités au cours du 1er semestre.

Les flux de trésorerie sont impactés par :

- la saisonnalité du résultat opérationnel décrit ci-dessus ;
- la saisonnalité importante du besoin en fonds de roulement, dans la mesure où trois catégories de dépenses se concentrent en totalité sur les premiers mois de l'année :
  - les primes d'assurances ;
  - les bonus et primes d'intéressement, ainsi que les charges sociales y afférentes, payables en mars ;
  - les soldes d'impôt sur les sociétés relatifs à l'exercice précédent, payables selon les pays à une date variable au cours du 1er semestre.

## Note 6 : Information sectorielle

Le chiffre d'affaires et le résultat opérationnel du Groupe sont répartis entre les différents secteurs d'activité ci-dessous :

(en millions d'euros)	Chiffre d'affaires		Résultat opérationnel	
	S1 2018	S1 2017	S1 2018	S1 2017
Marine & Offshore	170,4	190,8	33,3	40,6
Agroalimentaire & Matières Premières	523,7	541,0	40,0	29,0
Industrie	519,5	559,6	46,8	52,8
Batiment & Infrastructure	609,6	547,5	67,6	58,9
Certification	190,9	188,8	32,9	32,2
Biens de consommation	324,2	332,4	70,4	72,7
<b>TOTAL</b>	<b>2 338,3</b>	<b>2 360,1</b>	<b>291,0</b>	<b>286,2</b>

## Note 7 : Éléments du résultat opérationnel

(en millions d'euros)	S1 2018	S1 2017
Achats de matières	(49,1)	(47,2)
Sous-traitance opérationnelle	(198,6)	(191,1)
Locations immobilières et mobilières	(72,0)	(77,2)
Transports et déplacements	(197,9)	(203,1)
Frais de mission refacturés aux clients	47,7	40,4
Autres services extérieurs	(219,9)	(212,2)
<b>Total achats et charges externes</b>	<b>(689,8)</b>	<b>(690,4)</b>
Salaires et primes	(982,5)	(977,0)
Charges sociales	(218,3)	(222,3)
Autres charges liées au personnel	(43,1)	(45,5)
<b>Total frais de personnel</b>	<b>(1 243,9)</b>	<b>(1 244,8)</b>
Provisions sur créances	(5,7)	(7,5)
Provisions pour risques et charges	5,4	(4,2)
<b>Total (dotations) / reprises de provisions</b>	<b>(0,3)</b>	<b>(11,7)</b>
Gains/pertes sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(3,0)	(0,4)
Autres produits et charges d'exploitation	11,1	5,2
<b>Total autres produits et charges d'exploitation</b>	<b>8,1</b>	<b>4,8</b>

## Note 8 : Impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur les résultats consolidés s'élève à 84,4 millions d'euros au 30 juin 2018 contre 80 millions d'euros au 30 juin 2017. Le taux effectif d'impôt (TEI), représentant la charge d'impôt divisée par le montant du résultat avant impôt, s'établit à 34,2 % au 30 juin 2018 (35,4 % au 30 juin 2017).

Le taux effectif d'impôt ajusté des éléments non récurrents de résultat s'établit à 32,8 %, en baisse de 1,1 point par rapport au 30 juin 2017. La baisse observée résulte de l'abrogation de la contribution de 3 % sur dividendes à la suite de la décision du Conseil constitutionnel français d'invalidiser cette contribution.

Comme au 31 décembre 2017, les actifs et passifs d'impôts différés ont été compensés au niveau de chaque groupe d'intégration fiscale au 30 juin 2018.

Les impôts différés, avant compensation par entité fiscale, portent principalement sur les engagements de retraites, les déficits reportables, les relations clientèles et accords de non-concurrence acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises, ainsi que sur les provisions pour litiges et charges à payer, et sur l'ajustement à la juste valeur des instruments financiers.



Le détail des effets d'impôt relatifs aux autres éléments du résultat global s'établit comme suit :

(en millions d'euros)	S1 2018			S1 2017		
	Avant impôt	Impôt	Après impôt	Avant impôt	Impôt	Après impôt
Écarts de conversion	(41,7)		(41,7)	(141,0)		(141,0)
Gains / (pertes) actuariels	4,1	(1,1)	3,0	1,4	(0,5)	0,9
Couvertures de flux de trésorerie	(0,4)	0,1	(0,3)	-	-	-
<b>TOTAL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL</b>	<b>(38,0)</b>	<b>(1,0)</b>	<b>(39,0)</b>	<b>(139,6)</b>	<b>(0,5)</b>	<b>(140,1)</b>

## Note 9 : Écarts d'acquisition

### Évolution des écarts d'acquisition au 30 juin 2018

(en millions d'euros)	S1 2018	S1 2017
Valeur brute	2 111,1	2 128,0
Pertes de valeur	(146,0)	(150,4)
<b>Écarts d'acquisition au 1er janvier</b>	<b>1 965,1</b>	<b>1 977,6</b>
Acquisitions d'activités consolidées de la période	69,6	51,0
Ecart de conversion et autres mouvements	(12,8)	(104,6)
<b>Écarts d'acquisition au 30 JUIN</b>	<b>2 021,9</b>	<b>1 924,0</b>
Valeur brute	2 165,5	2 072,9
Pertes de valeur	(143,6)	(148,9)
<b>ÉCARTS D'ACQUISITION AU 30 JUIN</b>	<b>2 021,9</b>	<b>1 924,0</b>

### Évolution

Les six acquisitions réalisées lors du premier semestre 2018 ont entraîné une augmentation de 69,6 millions d'euros des écarts d'acquisition. Le principal écart d'acquisition concerne l'acquisition d'EMG aux États-Unis: il s'élève à 60,3 millions d'euros et a été affecté au groupe d'Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) Bâtiment & Infrastructures.

### Méthodologie

La valeur nette comptable des écarts d'acquisition est revue au minimum une fois par an dans le processus de clôture annuelle. Ces écarts d'acquisition sont soumis à des tests de dépréciation. À cette fin, ils sont affectés à des groupes d'UGT ou à des UGT.

En 2017, le Groupe a revu de façon approfondie les regroupements d'UGT de ses différentes activités. Cette revue fait suite aux modifications d'organisation et de *reporting* intervenues depuis deux ans :

- création de la division « CIF » issue du regroupement des deux divisions « Commodities » et « Industry & Facilities » (I&F) ;
- renforcement du rôle des « Global Service Lines » (GSL) de la division CIF et mise en place d'une organisation matricielle au sein de cette division CIF ;
- intégration de l'ancien segment opérationnel GSIT « Services aux gouvernements et commerce international » à l'activité « Industrie » pour les métiers liés au marché automobile et à l'activité « Agroalimentaire & Matières Premières » (Matières Premières) pour les autres activités ;

- répartition de l'ancien segment opérationnel IVS « Inspection & Vérification en Service » entre les activités « Industrie » pour l'activité IVS liée aux bâtiments industriels (pétrole & gaz, métaux & minéraux, énergie, chimie, automobile) et l'activité « Bâtiment & Infrastructures » (qui intègre également l'ancien segment Construction) pour les autres activités (bâtiments commerciaux, infrastructures publiques).

À la suite de ces modifications d'organisation et de *reporting*, le Groupe a entrepris une revue de ses UGT à la lumière des critères normatifs comptables (stratégie, génération de flux de trésorerie, synergies, gestion des opérations, centres de décision) afin de mettre à jour sa structure actuelle d'UGT et de regroupements d'UGT pour les tests de dépréciation à venir.

Le Groupe a par conséquent décidé d'aligner ses regroupements d'UGT avec les segments opérationnels. En pratique, le Groupe affecte donc les écarts d'acquisition à six UGT ou groupes d'UGT depuis l'exercice 2017 :

- Marine & Offshore ;
- Agroalimentaire & Matières Premières ;
- Industrie ;
- Bâtiment & Infrastructures ;
- Certification ;
- Biens de consommation.

Des analyses complémentaires sont réalisées par zone géographique pour les groupes d'UGT Industrie et Bâtiment & Infrastructures et par métier pour le groupe d'UGT Agroalimentaire & Matières Premières (Produits Pétroliers, Matières Premières et Agroalimentaire).

Au 30 juin 2018, l'approche retenue pour vérifier la valeur nette comptable des écarts d'acquisition a consisté à revoir la performance à fin juin et celle attendue sur l'année complète par rapport au budget afin de s'assurer que les tests réalisés lors de la clôture annuelle des comptes 2017 étaient toujours concluants.

## Résultats

Les analyses menées au 30 juin 2018 permettent de confirmer la valeur des écarts d'acquisition au bilan du Groupe.

Les revues ont également porté sur les analyses complémentaires par géographie et par métier évoquées précédemment.

De manière générale, pour les groupes d'UGT revus, aucune variation raisonnablement possible des hypothèses clés d'un seul paramètre à la fois ne peut remettre en cause la valeur comptable de ces actifs.

## Note 10 : Acquisitions et cessions

### Acquisitions de la période

Acquisitions à 100 % :

Mois d'acquisition	Nom de la Société	Activité	Pays
Mars	FEAC Co Ltd.	Agroalimentaire & Matières Premières	Japon
Juin	Conmar d.o.o.	Marine & Offshore	Croatie

Acquisitions Inférieures à 100 % :

Mois d'acquisition	Nom de la Société	Activité	Pourcentage acquis	Pays
Janvier	Lubrication Management SL	Agroalimentaire & Matières Premières	51,0%	Espagne
Janvier	Shandong Cigna Detection Technology Co.	Agroalimentaire & Matières Premières	70,0%	Chine
Février	EMG	Bâtiment & Infrastructures	86,0%	États-Unis
Mars	Labomag	Agroalimentaire & Matières Premières	51,6%	Maroc

Les principales acquisitions réalisées au 1er semestre 2018 sont les suivantes :

- Lubrication Management SL, une société espagnole d'analyse d'huiles lubrifiantes. Elle a réalisé un chiffre d'affaires d'environ 4 millions d'euros en 2017 ;
- EMG Corporation, spécialisée dans les services d'évaluation technique, de gestion de projets de construction, d'assistance à la gestion d'actifs et aux transactions immobilières aux États-Unis. Elle emploie près de 550 personnes et a réalisé un chiffre d'affaires d'environ 70 millions d'euros en 2017.

Le tableau ci-après est déterminé avant l'affectation finale du prix des acquisitions du 1er semestre 2018 :

(en millions d'euros)	S1 2018		S1 2017	
<b>PRIX DES ACTIVITÉS ACQUISES</b>		<b>103,6</b>		<b>85,4</b>
<b>Coût des actifs et passifs acquis</b>		<b>103,6</b>		<b>85,4</b>
<b>Actifs et passifs acquis</b>	<b>Valeur nette comptable</b>	<b>Juste valeur</b>	<b>Valeur nette comptable</b>	<b>Juste valeur</b>
Actif non courant	3,7	47,4	6,6	51,2
Actif courant hors trésorerie	23,9	23,9	70,1	70,1
Passif courant hors endettement	(15,9)	(15,9)	(76,9)	(76,7)
Passif non courant hors endettement	(0,4)	(12,2)	0,3	(14,0)
Endettement	(0,2)	(0,2)	(0,3)	(0,3)
Intérêts minoritaires acquis	(9,7)	(9,7)	(6,1)	(6,1)
Trésorerie des sociétés acquises	0,7	0,7	10,2	10,2
<b>Total des actifs et passifs acquis</b>	<b>2,1</b>	<b>34,0</b>	<b>3,9</b>	<b>34,4</b>
<b>ÉCARTS D'ACQUISITION</b>		<b>69,6</b>		<b>51,0</b>

L'existence d'un écart d'acquisition résiduel non affecté est attribuable principalement au capital humain des sociétés acquises et aux synergies importantes attendues de ces acquisitions.

Les prix des activités acquises sont exclusivement payés en numéraire.

L'impact des acquisitions sur la trésorerie de l'exercice est le suivant :

(en millions d'euros)	S1 2018	S1 2017
<b>Prix des activités acquises</b>	<b>(103,6)</b>	<b>(85,4)</b>
Trésorerie des sociétés acquises	0,7	10,2
Coût d'acquisition restant à payer au 30 juin au titre des acquisitions de l'année	0,4	12,0
Décaissements sur acquisitions antérieures	(18,3)	(10,1)
<b>IMPACT DES ACTIVITÉS ACQUISES SUR LA TRÉSORERIE</b>	<b>(120,8)</b>	<b>(73,2)</b>

Le montant de (122,7) millions d'euros figurant sur la ligne « Acquisitions de filiales » du tableau consolidé des flux de trésorerie comprend pour (1,9) million d'euros des frais d'acquisition.

### Compléments de prix non décaissés

Des compléments de prix relatifs à des acquisitions antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 2018 avaient pour échéance le 1<sup>er</sup> semestre 2018. Au 30 juin 2018, l'impact des compléments de prix non décaissés sur le compte de résultat est un produit de 0,2 million d'euros (2,5 millions d'euros au 30 juin 2017).

### Note 11 : Capital souscrit

#### Augmentation de capital par levées de stock-options

À la suite de l'exercice de 216 000 stock-options, le Groupe a procédé à une augmentation de capital pour un montant de 2,5 millions d'euros en prime d'émission.

#### Capital social

Le nombre total d'actions composant le capital au 30 juin 2018 est de 442 216 000.

Il était de 442 000 000 au 31 décembre 2017. Toutes les actions ont une valeur nominale de 0,12 euro et sont entièrement libérées.

#### Actions propres

Au 30 juin 2018, le Groupe possède 6 805 047 actions auto-détenues dont la valeur comptable est inscrite en diminution des capitaux propres.

### Note 12 : Paiements en actions

#### Plans d'options d'achats d'actions

Au 1<sup>er</sup> semestre 2018, la charge nette relative aux paiements en actions comptabilisée par le Groupe s'élève à 9,0 millions d'euros (1<sup>er</sup> semestre 2017 : 7,8 millions d'euros).

## Fonctionnement

Par décision du Conseil d'administration le 22 juin 2018, le Groupe a attribué à certains de ses salariés et au mandataire social 1 100 400 options d'achat d'actions. Le prix d'exercice des options est un montant fixe de 22,0 euros.

Les attributions sont subordonnées à l'accomplissement de 3 années de service ainsi qu'à la réalisation d'un objectif de performance basé sur le résultat opérationnel ajusté (ROA) de 2018 et sur le ratio ROA/chiffre d'affaires de 2019 et 2020. Les options sont d'une durée de 10 ans après la date d'octroi.

## Évaluation

La juste valeur unitaire des options attribuées durant le semestre ressort à 2,7 euros. Cette juste valeur a été déterminée à l'aide du modèle d'options de Black-Scholes, selon les principales hypothèses suivantes :

- volatilité attendue de l'action de 19,3 % ;
- rendement du dividende de 2,9 % ;
- durée anticipée de l'option de 6 ans ;
- taux d'intérêt sans risque de 0,1 %, déterminé à partir des emprunts d'état sur la durée anticipée de l'option.

Le nombre des options à acquérir au titre de l'ensemble des plans est estimé selon un taux d'attrition de 1 % par an (1<sup>er</sup> semestre 2017 : 1 %). Le plan du 22 juin 2017 attribuant des options d'achat d'actions était subordonné à un objectif de performance basé sur le résultat opérationnel ajusté 2017. Cet objectif a été atteint à 100 %. Au 1<sup>er</sup> semestre 2018, la charge relative aux stock-options comptabilisée par le Groupe s'élève à 1,0 million d'euros (1<sup>er</sup> semestre 2017 : 0,7 million d'euros).

## Plans d'attribution d'actions de performance

### Fonctionnement

Par décision du Conseil d'administration en date du 22 juin 2018, le Groupe a attribué à certains de ses salariés et au mandataire social 1 196 340 actions de performance. Les attributions sont subordonnées à l'accomplissement de 3 années de service ainsi qu'à la réalisation d'un objectif de performance basé sur le résultat opérationnel ajusté (ROA) de 2018 et sur le ratio ROA / chiffre d'affaires de 2019 et 2020.

### Évaluation

La juste valeur unitaire des actions attribuées à certains salariés et au mandataire social durant le 1<sup>er</sup> semestre 2018 ressort à 21,2 euros. Cette juste valeur a été déterminée à l'aide du modèle d'options de Black-Scholes, selon les principales hypothèses suivantes :

- prix de l'action à la date d'attribution ;
- rendement du dividende de 2,6 %.

Au 1<sup>er</sup> semestre 2018, la charge relative aux actions de performance attribuées par le Groupe s'élève à 8,0 millions d'euros (1<sup>er</sup> semestre 2017 : 7,1 millions d'euros). Le nombre des actions à acquérir au titre de l'ensemble des plans attribués à certains salariés et au mandataire social est estimé selon un taux d'attrition de 5 % par an (1<sup>er</sup> semestre 2017 : 5 %). Le nombre des actions à acquérir au titre du plan attribué au mandataire social est estimé selon un taux d'attrition de 0 % par an (1<sup>er</sup> semestre 2017 : 0 %). Le plan du 21 juin 2017 attribuant des actions de performance était subordonné à un objectif de performance basé sur le résultat opérationnel ajusté 2017. Cet objectif a été atteint à 100 %.

## Note 13 : Dette financière

(en millions d'euros)	Total	Moins d'1 an	Entre 1 et 2 ans	Entre 2 et 5 ans	Plus de 5 ans
<b>Au 30 JUIN 2018</b>					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (+ 1 an)	995,3		182,3	642,8	170,2
Émission Obligataire	1 200,0		-	500,0	700,0
<b>DETTE FINANCIÈRE NON COURANTE</b>	<b>2 195,3</b>	<b>-</b>	<b>182,3</b>	<b>1 142,8</b>	<b>870,2</b>
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	319,1	319,1			
Émission Obligataire	200,0	200,0			
Concours bancaires	25,6	25,6			
<b>DETTE FINANCIÈRE COURANTE</b>	<b>544,7</b>	<b>544,7</b>			
<b>Au 31 décembre 2017</b>					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (+ 1 an)	1 040,0		540,8	334,2	165,0
Émission Obligataire	1 200,0		-	500,0	700,0
<b>DETTE FINANCIÈRE NON COURANTE</b>	<b>2 240,0</b>	<b>-</b>	<b>540,8</b>	<b>834,2</b>	<b>865,0</b>
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	199,2	199,2			
Émission obligataire	-	-			
Concours bancaires	9,8	9,8			
<b>DETTE FINANCIÈRE COURANTE</b>	<b>209,0</b>	<b>209,0</b>			

Le montant de la dette brute a augmenté de 291,0 millions d'euros entre le 31 décembre 2017 et le 30 juin 2018 pour atteindre 2 740,0 millions d'euros.

(en millions d'euros)	Total	Moins d'1 an	Entre 1 et 2 ans	Entre 3 et 5 ans	Plus de 5 ans
Intérêts estimés sur emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	298,4	69,3	63,7	97,3	68,1
Incidence des couvertures sur les flux (intérêts et capital)	8,1	3,0	0,1	5,0	-

Dans le tableau ci-dessus, les intérêts tiennent compte de l'incidence des couvertures sur la dette (instruments dérivés de devises).

Au 30 juin 2018, la quasi-totalité de la dette brute du Groupe est composée des programmes de financement suivants :

### Financements non bancaires

Les financements non bancaires sont composés des programmes suivants :

- les *US Private Placement* 2008, 2010, 2011 & 2014, 2013 & 2014, 2017 pour un total de 816 millions de dollars américains, 184,1 millions d'euros et 63 millions de livres sterling ;
- les différentes tranches des emprunts *Schuldschein* pour un total de 260 millions d'euros ;
- les émissions obligataires réalisées en janvier 2014, en septembre 2016 et en mars 2018 pour un total de 1,4 milliard d'euros ;
- de *Negotiable European Commercial Paper* (60 millions d'euros).

### Financements bancaires

Les financements bancaires comprennent principalement un crédit syndiqué « Crédit Syndiqué 2018 » d'un montant de 600 millions d'euros confirmé et non tiré.

## Financements disponibles

Au 30 juin 2018, le Groupe dispose d'une ligne de financement confirmée : le Crédit Syndiqué 2018, d'un montant total de 600 millions d'euros.

## Ratios bancaires

Au 30 juin 2018, les mêmes ratios financiers que ceux en vigueur au 31 décembre 2017 sont applicables. Ces ratios sont respectés au 30 juin 2018, comme au 31 décembre 2017.

- Le premier ratio est défini comme le rapport entre la dette financière nette ajustée sur l'EBITDA consolidé (Résultat avant intérêts, impôts, amortissements et provisions) ajusté des 12 derniers mois de toute entité acquise, et il doit être inférieur à 3,25. Au 30 juin 2018, ce ratio s'élevait à 2,82 ;
- Le second ratio représente l'EBITDA consolidé (Résultat avant intérêts, impôts, amortissements et provisions) ajusté des 12 derniers mois de toute entité acquise sur les charges financières nettes du Groupe et il doit être supérieur à 5,5. Au 30 juin 2018, ce ratio s'élevait à 10,78.

## Répartition par devise

La décomposition des emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (courants et non-courants) par devise se présente comme suit :

Devise d'emprunt (en millions d'euros)	Juin 2018	Décembre 2017
Dollar US (USD)	705,7	685,8
Euro (EUR)	1 998,5	1 742,0
Autres Devises	10,2	11,3
<b>TOTAL</b>	<b>2 714,4</b>	<b>2 439,1</b>

Les tranches en livre sterling de l'*US Private Placement 2008* sont converties en euro de façon synthétique et sont ainsi incluses dans la catégorie « Euro (EUR) ». Une description des instruments financiers dérivés figure en Note 20 - « Information complémentaire sur les instruments financiers ».

## Répartition taux fixe / taux variable

Au 30 juin 2018, la dette financière brute se répartit comme suit :

(en millions d'euros)	Juin 2018	Décembre 2017
Taux fixe	2 359,0	2 147,5
Taux variable	355,4	291,6
<b>TOTAL</b>	<b>2 714,4</b>	<b>2 439,1</b>

Les dates contractuelles de révision des taux variables sont inférieures ou égales à 6 mois. Les taux de référence utilisés sont l'Euribor pour les financements à taux variable en euros et le Libor USD pour les financements à taux variable en dollars américains.

Les taux d'intérêt, marge incluse, des emprunts à taux variable sont détaillés ci-dessous à la date de clôture :

Devise d'emprunt	Juin 2018	Décembre 2017
Dollar US (USD)	3,67%	2,85%
Euro (EUR)	1,10%	1,10%

Les taux d'intérêt effectifs (TIE) sont proches des taux faciaux pour tous les programmes de financement.

Les analyses de sensibilité sur les risques de taux et de change, tels que définis par IFRS 7, figurent en Note 19 - « Information complémentaire sur les instruments financiers ».

### Indicateur financier non défini par les normes IFRS

Dans le cadre de sa communication externe sur la dette financière, le Groupe utilise comme indicateur la « **dette financière nette ajustée** ». Cet indicateur non défini par les normes IFRS est déterminé selon la définition issue des ratios bancaires du Groupe :

(en millions d'euros)	Juin 2018	Décembre 2017
Dette financière non courante	2 195,3	2 240,0
Dette financière courante	544,7	209,0
<b>DETTE FINANCIÈRE BRUTE</b>	<b>2 740,0</b>	<b>2 449,0</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(286,7)	(364,3)
<b>DETTE FINANCIÈRE NETTE</b>	<b>2 453,3</b>	<b>2 084,7</b>
Instruments de couverture de devises (selon ratios bancaires)	9,7	9,7
<b>DETTE FINANCIÈRE NETTE AJUSTÉE</b>	<b>2 463,0</b>	<b>2 094,4</b>

### Note 14 : Garanties et cautions données

Les montants et les échéances des garanties octroyées sont les suivants :

(en millions d'euros)	Total	À moins d'un an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans
<b>Au 30 JUIN 2018</b>	<b>393,6</b>	<b>184,7</b>	<b>174,4</b>	<b>34,5</b>
Au 31 décembre 2017	356,8	207,6	116,9	32,3

Les garanties octroyées incluent des garanties et cautions de types garantie bancaire et garantie parentale.

Au 30 juin 2018, le Groupe considère que le risque de décaissement relatif à des garanties décrites ci-dessus est faible.



## Note 15 : Provisions pour risques et charges

(en millions d'euros)	Décembre 2017	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Effet de l'actualisation	Variations de périmètre	Ecarts de conversion et autres mouvements	Juin 2018
Provisions pour litiges sur contrats	47,2	1,8	(1,4)	(3,2)	(0,2)	0,2	0,2	44,6
Autres provisions pour risques et charges	62,4	9,6	(9,3)	(2,2)	-	0,2	(1,0)	59,7
<b>TOTAL PROVISIONS</b>	<b>109,6</b>	<b>11,4</b>	<b>(10,7)</b>	<b>(5,4)</b>	<b>(0,2)</b>	<b>0,4</b>	<b>(0,8)</b>	<b>104,3</b>

### Provisions pour litiges sur contrats

Les provisions pour litiges sur contrats inscrites au bilan au 30 juin 2018 prennent en compte les principaux litiges présentés au paragraphe 1.5 « Description des principaux risques et incertitudes pour les 6 mois restant de l'exercice » du rapport d'activité.

Sur la base des garanties d'assurance disponibles et/ou des provisions comptabilisées par le Groupe, et en l'état des informations connues à ce jour, le Groupe estime que ces sinistres n'auront pas d'impact défavorable significatif sur les états financiers consolidés.

### Autres provisions pour risques et charges

Le poste « Autres provisions pour risques et charges » inclut les provisions pour restructurations, les provisions pour risques fiscaux, les provisions pour pertes à terminaison, ainsi que d'autres provisions dont le montant pris individuellement est non significatif.

S'agissant de l'ensemble des litiges fiscaux en cours, le Groupe, avec l'aide de ses conseils, estime que les provisions pour risques constituées dans ses états financiers, traduisent la meilleure estimation des conséquences potentielles de ces litiges.

Il n'existe pas d'autres enquêtes ou procédures gouvernementales, administratives, judiciaires ou d'arbitrage (y compris toute procédure dont le Groupe a eu connaissance, qui soit en suspens ou dont le Groupe soit menacé) susceptibles d'avoir ou ayant eu, au cours des six derniers mois, des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe.

## Note 16 : Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité

La variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité s'élève à (148,8) millions d'euros au 30 juin 2018 contre (144,8) millions d'euros au 30 juin 2017.

Elle se ventile comme suit :

(en millions d'euros)	S1 2018	S1 2017
Créances clients et comptes rattachés	(109,6)	(70,2)
Fournisseurs et comptes rattachés	2,7	(2,6)
Autres débiteurs et créditeurs	(41,9)	(72,0)
<b>VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT LIÉ À L'ACTIVITÉ</b>	<b>(148,8)</b>	<b>(144,8)</b>

## Note 17 : Résultat par action

Le calcul du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation et du nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation, utilisés pour la détermination des résultats par action, est détaillé dans le tableau ci-dessous :

(en milliers)	S1 2018	S1 2017
<b>Nombre d'actions composant le capital au 1er janvier</b>	<b>442 000</b>	<b>442 000</b>
Nombre d'actions émises durant l'année (prorata temporis)		
Attribution d'actions de performance	-	-
Exercice d'options de souscription ou d'achat d'actions	84	91
Nombre d'actions autodétenues	(6 673)	(5 915)
<b>Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation</b>	<b>435 411</b>	<b>436 176</b>
Effet dilutif		
Attribution d'actions de performance	3 705	3 723
Options de souscription ou d'achat d'actions	604	409
<b>NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ DILUÉ D'ACTIONS UTILISÉ POUR LE CALCUL DU RÉSULTAT DILUÉ PAR ACTION</b>	<b>439 720</b>	<b>440 308</b>

### Résultat de base

Le résultat de base par action est calculé en divisant le bénéfice net revenant aux actionnaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

	S1 2018	S1 2017
Résultat net revenant aux actionnaires de la Société (en milliers d'euros)	149 721	130 230
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	435 411	436 176
<b>RÉSULTAT DE BASE PAR ACTION (€)</b>	<b>0,34</b>	<b>0,30</b>

### Résultat dilué

Le résultat dilué par action est calculé en augmentant le nombre moyen pondéré d'actions en circulation du nombre d'actions qui résulterait de la conversion de tous les instruments financiers ayant un effet potentiellement dilutif.

La Société possède deux catégories d'instruments ayant un effet potentiellement dilutif : des options sur actions et des actions de performance.

Pour les options sur actions, un calcul est effectué afin de déterminer le nombre d'actions qui auraient pu être émises sur la base du prix d'exercice et la juste valeur des droits de souscription attachés aux options sur actions en circulation. Le nombre d'actions ainsi calculé est comparé au nombre d'actions qui auraient été émises si les options avaient été exercées.

Les actions de performance sont des actions ordinaires potentielles dont l'émission est subordonnée à l'accomplissement d'une période de service ainsi qu'à la réalisation d'objectifs de performance.

	S1 2018	S1 2017
Résultat net revenant aux actionnaires de la Société (en milliers d'euros)	149 721	130 230
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires utilisé pour le calcul du résultat dilué par action (en milliers)	439 720	440 308
<b>RÉSULTAT DILUÉ PAR ACTION (€)</b>	<b>0,34</b>	<b>0,30</b>

## Note 18 : Dividende par action

Le 22 mai 2018, la société mère a procédé à la distribution de dividendes au titre de l'exercice 2017, aux actions ayant droit à hauteur de 243,7 millions d'euros correspondant au paiement d'un dividende unitaire de 0,56 euro par action (0,55 euro en 2017).

## Note 19 : Information complémentaire sur les instruments financiers

Le tableau suivant présente, par catégorie d'instruments financiers selon IFRS 9, les valeurs comptables, leur décomposition par type de valorisation et leur juste valeur à la clôture de chaque exercice :

Mode de valorisation au bilan selon la norme IFRS 9							
(en millions d'euros)	Catégorie IFRS 9	Valeur au bilan	Coût amorti	Coût	Juste valeur par capitaux propres	Juste valeur par compte de résultat	Juste valeur
<b>AU 30 JUIN 2018</b>							
<b>Actifs financiers</b>							
Titres de participation non consolidés	JVCR	1,3	-	-	-	1,3	1,3
Autres actifs financiers non courants	CA	111,1	111,1	-	-	-	111,1
Clients et autres débiteurs	CA	1 586,0	1 586,0	-	-	-	1 586,0
Actifs financiers courants	CA	27,8	27,8	-	-	-	27,8
Instruments financiers dérivés	JVCR/JVCP	5,1	-	-	-	5,1	5,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	JVCR	286,7	-	-	-	286,7	286,7
<i>Sicav monétaires</i>	JVCR	9,0	-	-	-	9,0	9,0
<i>Trésorerie</i>	JVCR	277,7	-	-	-	277,7	277,7
<b>Passifs financiers</b>							
Emprunts et dettes auprès d'établissements	CA	2 714,4	2 714,4	-	-	-	2 765,1
Concours bancaires	JVCR	25,6	-	-	-	25,6	25,6
Autres passifs financiers non courants	CA/JVCP	115,2	37,9	-	77,3	-	115,2
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	CA	1 080,2	1 080,2	-	-	-	1 080,2
Passifs financiers courants	CA/JVCP	123,9	76,1	-	47,8	-	123,9
Instruments financiers dérivés	JVCR/JVCP	12,8	-	-	9,7	3,1	12,8
<b>Au 31 décembre 2017</b>							
<b>Actifs financiers</b>							
Titres de participation non consolidés	JVCR	1,3	-	-	-	1,3	1,3
Autres actifs financiers non courants	CA	118,4	118,4	-	-	-	118,4
Clients et autres débiteurs	CA	1 520,0	1 520,0	-	-	-	1 520,0
Actifs financiers courants	CA	20,3	20,3	-	-	-	20,3
Instruments financiers dérivés	JVCR/JVCP	3,8	-	-	-	3,8	3,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie	JVCR	364,3	-	-	-	364,3	364,3
<i>Sicav monétaires</i>	JVCR	7,1	-	-	-	7,1	7,1
<i>Trésorerie</i>	JVCR	357,2	-	-	-	357,2	357,2
<b>Passifs financiers</b>							
Emprunts et dettes auprès d'établissements	CA	2 439,1	2 439,1	-	-	-	2 530,6
Concours bancaires	JVCR	9,8	-	-	-	9,8	9,8
Autres passifs financiers non courants	CA/JVCP	120,2	61,5	-	58,7	-	120,2
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	CA	1 119,8	1 119,8	-	-	-	1 119,8
Passifs financiers courants	CA/JVCP	114,1	81,3	-	32,8	-	114,1
Instruments financiers dérivés	JVCR/JVCP	16,4	-	-	9,8	6,6	16,4

Note : les abréviations des catégories IFRS 9 sont les suivantes :

- JVCR pour les instruments à juste valeur par compte de résultat hors intérêts courus non échus,
- JVCP pour les instruments à juste valeur par capitaux propres hors intérêts courus non échus,
- CA pour les éléments valorisés au coût amorti.

À l'exception des éléments ci-dessous, le Groupe estime que la valeur comptable de ses instruments financiers figurant au bilan est proche de la juste valeur.

La juste valeur des actifs financiers courants tels que les SICAV correspond à leur dernière valeur liquidative connue (technique de valorisation de niveau 1).

La juste valeur de la trésorerie, équivalents de trésorerie et concours bancaires correspond à la valeur nominale en euros ou convertie en euros au cours de clôture. Le Groupe estime que leur juste valeur est proche de leur valeur nette comptable car ce sont des actifs ou des passifs à très court terme.

Pour les emprunts à taux fixe tels que USPP 2008, USPP 2010, USPP 2011, USPP 2014, USPP 2017, les emprunts SSD ainsi que les quatre émissions obligataires, la juste valeur pour chaque emprunt est déterminée en actualisant les flux de trésorerie futurs avec un taux de marché correspondant à la devise des flux (EURO, GBP ou USD) à la date de clôture de l'exercice corrigé du risque de crédit du Groupe. Pour les emprunts à taux variable tels que le Crédit Syndiqué 2018, l'USPP 2013, l'USPP 2014, ou même certaines tranches des emprunts SSD, la juste valeur est approximativement égale à la valeur nette comptable. Il s'agit d'une technique de valorisation de niveau 2, basée sur des données de marché observables.

La juste valeur des instruments dérivés de change est égale à la différence entre le montant actualisé vendu ou acheté dans une devise (valorisé en euros au cours à terme) et le montant vendu ou acheté dans cette devise (valorisé au cours de clôture).

Pour les instruments dérivés de devises (essentiellement en livre sterling) la juste valeur est basée sur une actualisation des flux (intérêts à recevoir en livre sterling et à payer en euros ainsi que l'achat à terme de livre sterling contre euros) sur la durée restante de l'instrument à la date de clôture. Les taux d'actualisation utilisés sont les taux de marché correspondant à la maturité des flux. Le montant actualisé des flux en livre sterling est converti au cours de clôture.

L'évaluation de la juste valeur des instruments dérivés de change et des instruments dérivés de devises fait appel à des techniques de valorisation qui s'appuient sur des données de marché observables (niveau 2) et selon les modèles de valorisation généralement admis.

Les natures de profits et de pertes constatés par catégorie d'instrument financier, se décomposent comme suit :

		Ajustements					Gains /	Gains /
		Intérêts	de juste	du coût	Ecarts de	Pertes de	(pertes) nets	(pertes) nets
			valeur	amorti	change	valeur	juin 2018	juin 2017
(en millions d'euros)								
Prêts et créances	CA	-	-	-	(4,2)	4,2	-	(5,0)
Actifs et passifs financiers à la JV par compte de résultat	JVCR	1,0	-	-	5,4	-	6,4	(0,8)
Dettes financières au coût amorti	CA	(41,9)	-	-	(3,2)	-	(45,1)	(45,6)
<b>TOTAL</b>		<b>(40,9)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(2,0)</b>	<b>4,2</b>	<b>(38,7)</b>	<b>(51,4)</b>

## **Analyse de sensibilité**

En raison du caractère international de ses activités, le Groupe est exposé à un risque de change découlant de l'utilisation de plusieurs devises étrangères même si des couvertures naturelles peuvent exister du fait de la correspondance des coûts et des produits dans de nombreuses entités du Groupe où les prestations de service sont fournies localement.

### **Risque de change opérationnel**

Pour les activités du Groupe qui s'exercent sur des marchés locaux, les recettes et les coûts sont exprimés pour l'essentiel en devise locale. Pour les activités du Groupe liées à des marchés globalisés, une partie du chiffre d'affaires est libellée en dollar américain.

La part du chiffre d'affaires consolidé sur le premier semestre 2018 libellée en dollar américain dans les pays dont la devise fonctionnelle diffère du dollar américain ou des devises corrélées au dollar américain s'élève à 9 %.

Ainsi, une variation de 1 % du dollar américain contre toutes devises aurait un impact de 0.09 % sur le chiffre d'affaires consolidé du Groupe.

### **Risque de conversion**

La devise de présentation des états financiers étant l'euro, le Groupe doit convertir en euros les produits et charges libellés dans d'autres monnaies que l'euro lors de la préparation des états financiers. Cette conversion est réalisée au taux moyen de la période. En conséquence, les variations de cours de change de l'euro par rapport aux autres devises affectent le montant des postes concernés dans les états financiers consolidés même si leur valeur reste inchangée dans leur devise d'origine.

Sur le premier semestre 2018, plus de 71 % du chiffre d'affaires du Groupe résultaient de la consolidation des états financiers d'entités avec une devise fonctionnelle autre que l'euro :

- 19,0 % du chiffre d'affaires provient d'entités dont la devise fonctionnelle est le dollar américain ou une devise corrélée à l'USD (y compris le dollar de Hong Kong) ;
- 11,1 % du chiffre d'affaires provient d'entités dont la devise fonctionnelle est le yuan chinois ;
- 4,0 % du chiffre d'affaires provient d'entités dont la devise fonctionnelle est la livre sterling ;
- 3,7 % du chiffre d'affaires provient d'entités dont la devise fonctionnelle est le dollar australien ;
- 3,6 % du chiffre d'affaires provient d'entités dont la devise fonctionnelle est le dollar canadien ;
- 3,4 % du chiffre d'affaires provient d'entités dont la devise fonctionnelle est le réal brésilien.

Les autres devises, prises individuellement, ne représentaient pas plus de 3 % du chiffre d'affaires du Groupe.

Ainsi, une variation de 1 % de l'euro contre le dollar américain et les devises corrélées aurait eu un impact de 0,19 % sur le chiffre d'affaires consolidé du premier semestre 2018 et de 0,208 % sur le résultat d'exploitation du premier semestre 2018.

### **Risque de change financier**

Le Groupe, s'il le juge nécessaire, assure la couverture de certains engagements en alignant les coûts de financement sur les produits d'exploitation dans les devises concernées.

De plus, lorsqu'un financement est mis en place dans une devise différente de la devise fonctionnelle du pays, le Groupe procède à des couvertures de devises ou de change pour les principales devises ou bien recourt à des prêts à perpétuité pour se prémunir du risque de change au compte de résultat.

Le tableau ci-dessous présente l'analyse de sensibilité au 30 juin 2018 sur les instruments financiers exposés au risque de change sur les principales monnaies étrangères au niveau du Groupe (soit l'euro, le dollar américain et la livre sterling).

(en millions d'euros)	Devises non fonctionnelles		
	USD	EUR	GBP
Passif financier	(989,6)	(106,3)	(100,7)
Actif financier	1 126,2	55,6	101,4
<b>Position nette (Actif-Passif) avant couverture</b>	<b>136,6</b>	<b>(50,7)</b>	<b>0,7</b>
Instruments financiers de couverture de change	130,3		8,8
<b>Position Nette (Actif - Passif) après couverture</b>	<b>266,9</b>	<b>(50,7)</b>	<b>9,5</b>
<b>Impact d'une augmentation de 1% des cours de change</b>			
Sur les capitaux propres	-	-	0,9
Sur le résultat net avant impôts	2,7	(0,5)	0,1
<b>Impact d'une diminution de 1% des cours de change</b>			
Sur les capitaux propres	-	-	-
Sur le résultat net avant impôts	(2,7)	0,5	(0,1)

Le Groupe est exposé à un risque de change inhérent à des instruments financiers libellés dans une monnaie étrangère, c'est-à-dire dans une monnaie autre que la monnaie fonctionnelle de chacune des entités du Groupe. L'analyse de sensibilité ci-dessus présente l'impact que pourrait avoir la variation significative de l'euro, du dollar américain et de la livre sterling sur le résultat et les capitaux propres en tant que devises non fonctionnelles. Dans le cas du dollar américain, ne sont pas incluses dans l'étude, les entités pour lesquelles la devise fonctionnelle est une devise fortement corrélée au dollar américain (par exemple : les entités basées à Hong-Kong). De plus, les passifs libellés dans une monnaie autre que la monnaie fonctionnelle de l'entité et ayant fait l'objet d'une couverture pour les convertir de façon synthétique dans la monnaie fonctionnelle, ne sont pas inclus. Les impacts d'une variation de 1 % sur les couvertures sont présentés dans le tableau ci-dessus. Les instruments financiers libellés dans une monnaie étrangère qui font l'objet de cette analyse de sensibilité correspondent aux principaux postes du bilan de nature monétaire et plus particulièrement aux actifs financiers non courants et courants, aux créances clients et d'exploitation, à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie, aux dettes financières courantes et non courantes, aux passifs courants et aux dettes fournisseurs.

## Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est essentiellement généré par des éléments d'actif et de passif portant intérêt à taux variable. La politique du Groupe à cet égard consiste à limiter l'impact de la hausse des taux d'intérêt et permet d'avoir recours au besoin à des instruments dérivés de taux.

Le Groupe suit mensuellement son exposition au risque de taux et apprécie le niveau des couvertures mises en place ainsi que leur adaptation au sous-jacent. Sa politique consiste, en tout état de cause, à ne pas être exposé au risque d'augmentation des taux d'intérêts pour une part supérieure à 60 % de la dette nette consolidée. Ainsi, le Groupe est susceptible de conclure des accords de swaps, tunnels ou autres instruments de façon à se conformer aux objectifs fixés. Les instruments utilisés sont de nature non spéculative. Au 30 juin 2018, le Groupe ne dispose pas de couverture de taux. Le tableau ci-dessous présente, au 30 juin 2018, l'échéance des actifs et dettes financières à taux fixe et à taux variable :

(en millions d'euros)	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Total juin 2018
Emprunts et dettes auprès d'établissement de crédit à taux fixe	(451,9)	(1 037,0)	(870,2)	(2 359,1)
Emprunts et dettes auprès d'établissement de crédit à taux variable	(67,2)	(288,1)	-	(355,3)
Concours bancaires	(25,6)	-	-	(25,6)
<b>Total - Passif Financier</b>	<b>(544,7)</b>	<b>(1 325,1)</b>	<b>(870,2)</b>	<b>(2 740,0)</b>
<b>Total - Actif Financier</b>	<b>286,7</b>			<b>286,7</b>
Position Nette (Actif - Passif) à taux variable avant couverture	193,9	(288,1)	-	(94,2)
Instruments financiers de couverture de taux	-	-	-	-
<b>Position Nette (Actif - Passif) à taux variable après couverture</b>	<b>193,9</b>	<b>(288,1)</b>	<b>-</b>	<b>(94,2)</b>
Impact d'une augmentation de 1% des taux d'intérêt				
Sur les capitaux propres				
Sur le résultat net avant impôts				(0,9)
Impact d'une diminution de 1% des taux d'intérêt				
Sur les capitaux propres				
Sur le résultat net avant impôts				0,9

Au 30 juin 2018, compte tenu de la position nette à taux variable après couverture présentée dans le tableau ci-dessus, le Groupe estime qu'une augmentation de 1 % des taux d'intérêt à court terme dans toutes les devises entraînerait une augmentation de la charge d'intérêt du Groupe de l'ordre de 0,9 million d'euros.

La dette supérieure à 5 ans, soit 870,2 millions d'euros est essentiellement à taux fixe. Au 30 juin 2018, 86 % de la dette brute consolidée du Groupe étaient à taux fixe.

## Note 20 : Transactions avec les parties liées

Les parties liées sont le groupe Wendel, actionnaire principal de la Société, ainsi que le Président du Conseil d'administration et le Directeur Général, mandataires sociaux de la Société.

À compter du 8 mars 2017, la rémunération du Président du Conseil d'administration se compose d'une rémunération fixe et de jetons de présence, à l'exception de toute rémunération variable, d'avantages en nature, et de toute attribution d'options de souscription ou d'actions de performance.

Au 30 juin 2018, les montants comptabilisés au titre des rémunérations versées (parts fixe et variable) et des plans de rémunération à long terme (attribution d'options d'achats d'actions et d'actions de performance) sont les suivants :

(en millions d'euros)	S1 2018	S1 2017
Salaires	1,6	1,1
Stock-options	0,1	0,1
Attribution d'actions de performance	0,5	0,6
<b>TOTAL COMPTABILISÉ EN CHARGES DE L'EXERCICE</b>	<b>2,2</b>	<b>1,8</b>

Les montants indiqués correspondent à la juste valeur comptable des options et des actions conformément à la norme IFRS 2. Il ne s'agit donc pas des montants réels qui pourraient être dégagés lors de l'exercice des options de souscription si celles-ci étaient exercées ou lors de l'acquisition des actions, si celles-ci devenaient acquises. Il est par ailleurs rappelé que ces attributions d'options et actions sont soumises à des conditions de présence et de performance.

La valorisation des actions correspond à la juste valeur évaluée selon le modèle Black-Scholes et non à une rémunération réellement perçue. Ces attributions d'actions de performance sont soumises à des conditions de présence et de performance.

Le nombre d'options d'achat d'actions détenues par le Directeur Général s'élève à 750 960 au 30 juin 2018 (30 juin 2017 : 510 960), à une juste valeur unitaire de 2,39 euros (30 juin 2017 : 2,23 euro).

Le nombre d'actions de performance attribuées au Directeur Général s'élève à 970 320 au 30 juin 2018 (890 320 au 30 juin 2017).

## **Note 21 : Événement postérieur à la clôture**

### **Acquisition**

Le 4 juillet 2018, Bureau Veritas a fait l'acquisition de PermulaB Sdn. Bhd., un acteur de référence dans les services d'essais en laboratoire dans les domaines de l'agroalimentaire, de l'eau et de l'environnement en Malaisie. Fondée en 1996 et basée à Kuala Lumpur, PermulaB permettra au Groupe de renforcer son implantation, notamment dans le domaine de l'agroalimentaire en Asie-Pacifique. PermulaB a généré un chiffre d'affaires d'environ 4 millions d'euros en 2017.



## Note 22 : Périmètre de consolidation

### Sociétés consolidées par intégration globale

Type : Filiale (F) ; Succursale de Bureau Veritas SA (S).

Pays	Entreprises	Type	2018		2017	
			% de contrôle	% d'intérêts	% de contrôle	% d'intérêts
Afrique du Sud	Bureau Veritas South Africa (Pty) Ltd	F	56,00	76,00	70,00	70,00
Afrique du Sud	Bureau Veritas Testing and Inspections South Africa (Pty) Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Afrique du Sud	Bureau Veritas Inspectorate Laboratories (Pty) Ltd	F	73,30	73,30	73,30	73,30
Afrique du Sud	Bureau Veritas Marine Surveying (Pty) Ltd	F	51,00	37,38	51,00	37,38
Afrique du Sud	M&L Laboratory Services (Pty) Ltd	F	100,00	73,30	100,00	73,30
Afrique du Sud	Bureau Veritas Gazelle (Pty) Ltd	F	70,00	70,00	70,00	70,00
Afrique du Sud	Carab Technologies (Pty) Ltd	F	100,00	70,00	100,00	70,00
Afrique du Sud	Tekniva (Pty) Ltd	F	100,00	70,00	100,00	70,00
Algérie	Bureau Veritas Algérie SARL	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Allemagne	Bureau Veritas Certification Germany GmbH	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Allemagne	Bureau Veritas CPS Germany GmbH	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Allemagne	Bureau Veritas Construction Services GmbH	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Allemagne	Bureau Veritas Germany Holding GmbH	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Allemagne	Bureau Veritas Industry Services GmbH	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Allemagne	Inspectorate Deutschland GmbH	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Allemagne	Tecnitas Central Europe	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Allemagne	Unicar Germany GmbH	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Allemagne	7 Layers GmbH	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Allemagne	BT Mülheim GmbH	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Allemagne	Schutter Deutschland GmbH	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Allemagne	Wireless IP GmbH	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Allemagne	Bureau Veritas sa – Allemagne	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Angola	Bureau Veritas Angola Limitada	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Arabie Saoudite	Bureau Veritas Saudi Arabia Testing Services Ltd	F	75,00	75,00	75,00	75,00
Arabie Saoudite	Inspectorate International Saudi Arabia Co Ltd	F	65,00	65,00	65,00	65,00
Arabie Saoudite	Matthew sDaniel Loss Adjusting and Survey Company Limited	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Arabie Saoudite	Sievert Arabia Co Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Arabie Saoudite	Bureau Veritas sa - Arabie Saoudite	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Argentine	Bureau Veritas Argentina SA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Argentine	ACME Analytical Laboratories (Argentina) SA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Argentine	Net Connection International S.R.L	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Argentine	CH International Argentina S.R.L	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Argentine	Schutter Argentina S.A	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Arménie	BIVAC Armenia	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Australie	McKenzie Group Consulting (NSW) Pty Ltd	F	64,70	64,70	65,00	65,00
Australie	McKenzie Group Consulting (QLD) Pty Ltd	F	64,70	64,70	65,00	65,00
Australie	McKenzie Group Consulting (VIC) Pty Ltd	F	64,70	64,70	65,00	65,00
Australie	Bureau Veritas Australia Pty Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Australie	Bureau Veritas HSE	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Australie	Bureau Veritas Asset Integrity & Reliability Services Australia Pty Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Australie	Bureau Veritas Asset Integrity & Reliability Services Pty Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Australie	Bureau Veritas International Trade Pty Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Australie	Bureau Veritas Minerals Pty Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Australie	Ultra Trace Pty Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Australie	Matthew sDaniel Int. (Australia) Pty	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Australie	TMC Marine Pty Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00

Pays	Entreprises	Type	% de contrôle	% d'intérêts	% de contrôle	% d'intérêts
Australie	Bureau Veritas AsureQuality Finance PTY Ltd	F	51,00	51,00	51,00	51,00
Australie	Bureau Veritas AsureQuality Holding PTY Ltd	F	51,00	51,00	51,00	51,00
Australie	Dairy Technical Services Pty Ltd	F	51,00	51,00	51,00	51,00
Australie	McKenzie Group Consulting Pty Ltd	F	64,70	64,70	65,00	65,00
Autriche	Bureau Veritas Austria GmbH	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Azerbaïdjan	Bureau Veritas Azeri Ltd Liability Company	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Bahamas	Inspectorate Bahamas Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Bahrein	Bureau Veritas sa – Bahrein	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Bangladesh	BIVAC Bangladesh	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Bangladesh	Bureau Veritas CPS Bangladesh Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Bangladesh	Bureau Veritas Bangladesh Private Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Bangladesh	Bureau Veritas CPS Chittagong Ltd	F	99,80	99,80	99,80	99,80
Bélarus	Bureau Veritas Bel Ltd FLLC	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Belgique	Bureau Veritas Certification Belgium	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Belgique	Association Bureau Veritas ASBL	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Belgique	Bureau Veritas Marine Belgium & Luxembourg SA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Belgique	Inspectorate Ghent NV	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Belgique	Inspectorate Antwerp NV	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Belgique	UniCar Benelux SPRL	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Belgique	SA Euroclass NV	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Belgique	Schutter Belgium BVBA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Belgique	Bureau Veritas sa - Belgique	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Bénin	BIVAC International Bénin SARL	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Bénin	Bureau Veritas Bénin SARL	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Bénin	Société d'exploitation du guichet unique du Bénin - SEGUB SA	F	51,00	46,00	51,00	46,00
Bermudes	Matthew sDaniel Services (Bermuda) Ltd.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Bermudes	Matthew sDaniel Holdings (Bermuda) Ltd.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Birmanie	Myanmar Bureau Veritas Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Bolivie	Bureau Veritas Fiscalizadora Boliviana SRL	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Bolivie	Bureau Veritas Argentina SA succursale Bolivia	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Bosnie	Bureau Veritas BH DOO Sarajevo	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Brésil	Bureau Veritas do Brasil Sociedade Classificadora e Certificadora Ltda.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Brésil	BVQI do Brasil Sociedade Certificadora Ltda	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Brésil	Auto Reg Serviços Técnicos de Seguros Ltda	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Brésil	Inspectorate do Brasil Inspeções Ltda	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Brésil	ACME Analytical Laboratorios Ltda.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Brésil	Matthew sDaniel do Brasil Avaliação de Riscos Ltda	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Brésil	NCC Certificações do Brazil Ltda	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Brésil	Ch International do Brazil Ltda	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Brésil	Associação NCC Certificações do Brasil	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Brésil	Kuhlmann Monitoramento Agrícola Ltda	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Brésil	Schutter do Brazil Ltda	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Brunei	Bureau Veritas sa - Brunei	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Bulgarie	Bureau Veritas Bulgaria Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Bulgarie	Inspectorate Bulgaria EOOD	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Burkina Faso	Bureau Veritas Burkina Faso Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Cambodge	Bureau Veritas (Cambodia) Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Cameroun	Bureau Veritas Douala SAU	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Canada	Bureau Veritas Canada Inc.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Canada	Bureau Veritas Certification Canada Inc	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Canada	Maxxam Analytics International Corporation	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Canada	Bureau Veritas Commodities Canada Ltd.	F	100,00	100,00	100,00	100,00

Pays	Entreprises	Type	% de contrôle	% d'intérêts	% de contrôle	% d'intérêts
Canada	Matthew sDaniel International (Canada) Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Canada	Matthew sDaniel International (New foundland) Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Canada	Primary Integration Solutions Canada	F	100,00	76,21	100,00	76,90
Chili	Bureau Veritas Chile SA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chili	Bureau Veritas Certification Chile SA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chili	Bureau Veritas Chile Capacitacion Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chili	ECA Control y Asesoramiento SA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chili	Centro de Estudios Medicion y Certificacion de Calidad Cesmec SA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chili	Inspectorate Servicios de Inspeccion Chile Ltda	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	Shandong Cigna Detection Technology Co., Ltd.	F	70,00	70,00		
Chine	Bureau Veritas Hong Kong Ltd.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	Bureau Veritas Investment (Shanghai) Co Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	Bureau Veritas CPS Shanghai Co Ltd	F	85,00	85,00	85,00	85,00
Chine	Bureau Veritas LCIE China Company Limited	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	Bureau Veritas Certification Hong Kong Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	Bureau Veritas Certification Beijing Co. Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	BIVAC Asian Cre (Shanghai) Inspection CO. Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	Bureau Veritas CPS Hong-Kong Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	Tecnitas Far East Co, Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	Bureau Veritas CPS Guangzhou Co. Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	Bureau Veritas (Tianjin) Safety Technology Co Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	Bureau Veritas Shenzhen Co Ltd	F	80,00	80,00	80,00	80,00
Chine	NDT Technology Holding Company	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	Bureau Veritas-Fairweather Inspection & Consultants Co Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	Bureau Veritas Marine China Co Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	ADT (Shanghai) corporation	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	Bureau Veritas Quality Services Shanghai Co., Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	Inspectorate (Shanghai) Ltd JV China	F	85,00	85,00	85,00	85,00
Chine	Bureau Veritas 7 Layers Communications Technology (Shenzhen) Co Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	Bureau Veritas CPS Hong-Kong (Hsinchu Branch)	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	Bureau Veritas CPS Jiangsu Co Ltd	F	60,00	51,00	60,00	51,00
Chine	Beijing Huaxia Supervision Co Ltd	F	97,00	97,00	100,00	100,00
Chine	Shanghai Davis Testing Technology Ltd.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	Zhejiang Bureau Veritas CPS Shenyue Co., Ltd.	F	60,00	51,00	60,00	51,00
Chine	Bureau Veritas CPS (Shenou) Zhejiang Co Ltd	F	60,00	51,00	60,00	51,00
Chine	Matthew sDaniel Offshore (Hong Kong) Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	Shanghai TJU Engineering Service Co Ltd	F	70,00	70,00	70,00	70,00
Chine	Shandong Chengxin Engineering Consulting & Jianli Co. Ltd	F	70,00	70,00	70,00	70,00
Chine	Ningbo Hengxin Engineering Testing Co Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	Beijing Huali Bureau Veritas Technical Service Co. Ltd	F	60,00	60,00	60,00	60,00
Chine	Centre of Testing Service (Ningbo) Co Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	Shandong Hengyuan Engineering Consulting	F	100,00	70,00	100,00	70,00
Chine	Bureau Veritas-CQC Testing Technology Co. Ltd	F	60,00	60,00	60,00	60,00
Chine	Chongqing Liansheng Construction Project Management Co., Ltd.	F	80,00	80,00	80,00	80,00
Chine	Chongqing Liansheng Seincost consulting Co Ltd	F	80,00	80,00	80,00	80,00
Chine	Wuhu Liansheng Construction Project Management Co., Ltd	F	80,00	80,00	80,00	80,00
Chine	Chongqing Liansheng Henggu Construction Testing Co. Ltd	F	80,00	80,00	80,00	80,00
Chine	Hangzhou VEO Standards Technical Services Co. Ltd	F	65,00	65,00	65,00	65,00

Pays	Entreprises	Type	% de contrôle	% d'intérêts	% de contrôle	% d'intérêts
Chine	Bizheng Engineering Technical Consulting (Shanghai) Co Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	Bureau Veritas Commodities (Hebei) Co. Ltd	F	67,00	67,00	67,00	67,00
Chine	Shanghai Project Management Co., Ltd.	F	68,00	68,00	68,00	68,00
Chine	SIEMIC (Shenzhen-China) InfoTech Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	SIEMIC (Nanjing-China) Infotech Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	Smart Car Testing and Certification Co	F	60,00	60,00	60,00	60,00
Chine	Wuhan Detect Technology Company Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	ICTK Shenzhen Co. Ltd	F	55,00	55,00	55,00	55,00
Chypre	Bureau Veritas Cyprus Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Colombie	Bureau Veritas Colombia Ltda	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Colombie	BVQI Colombia Ltda	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Colombie	ECA Interventorias Y Consultorias de Colombia Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Colombie	Tecnicontrol SAS	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Colombie	PRI Colombia SAS	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Congo	Bureau Veritas Congo SAU	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Corée	Bureau Veritas Korea Co Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Corée	Bureau Veritas CPS Korea Limited	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Corée	Bureau Veritas CPS ADT Korea Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Corée	ICTK Korea	F	55,00	55,00	55,00	55,00
Corée	Bureau Veritas sa - Corée	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Côte d'Ivoire	Bureau Veritas Côte d'Ivoire SAU	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Côte d'Ivoire	BIVAC Scan Côte d'Ivoire SA	F	61,99	61,99	61,99	61,99
Côte d'Ivoire	BIVAC Côte d'Ivoire CI SAU	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Côte d'Ivoire	Bureau Veritas Mineral Laboratories SAU	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Croatie	Bureau Veritas Croatia SARL	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Croatie	Inspectorate Croatia Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Croatie	Conmar d.o.o.	F	100,00	100,00		
Cuba	Bureau Veritas sa - Cuba	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Danemark	Bureau Veritas Certification Denmark A/S	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Danemark	Bureau Veritas HSE Denmark AS	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Danemark	Bureau Veritas sa - Danemark	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Égypte	Bureau Veritas Egypt LLC	F	100,00	100,00	90,00	90,00
Égypte	Watson Gray Egypt Ltd (UK Branch)	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Égypte	Matthew sDaniel Int. (Egypt) Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Émirats Arabes Unis	Inspectorate UK International Ltd (Dubai Branch)	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Émirats Arabes Unis	Inspectorate UK International Ltd (Fujairah Branch)	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Émirats Arabes Unis	Sievert Emirates Inspection LLC	F	49,00	49,00	49,00	49,00
Émirats Arabes Unis	Matthew sDaniel Services Bermuda Ltd. (Abu Dhabi Branch )	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Émirats Arabes Unis	Bureau Veritas sa - Abu Dhabi	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Émirats Arabes Unis	Bureau Veritas sa – Dubai	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Équateur	BIVAC Ecuador SA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Équateur	Bureau Veritas Ecuador SA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Équateur	Inspectorate del Ecuador SA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Équateur	Andes Control Ecuador S.A. Ancoesa	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Espagne	Bureau Veritas Iberia S.L	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Espagne	Lubrication Management S.L.U.	F	51,00	51,00		
Espagne	Bureau Veritas Inversiones S.L	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Espagne	Entidad Colaborada De La Administración S.L.U	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Espagne	Bureau Veritas Formacion S.A.U	F	95,00	95,00	95,00	95,00
Espagne	Activa, Innovación Y Servicios, S.A.U	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Espagne	Instituto De La Calidad, S.A.U.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Espagne	Inspectorate Española S.A.U	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Espagne	Unicar Spain S.R.L	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Estonie	Bureau Veritas Estonia	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Estonie	Inspectorate Estonia AS	F	100,00	100,00	100,00	100,00

Pays	Entreprises	Type	% de contrôle	% d'intérêts	% de contrôle	% d'intérêts
États-Unis	Clampett Industries LLC/DBA EMG	F	100,00	86,00		
États-Unis	Quality Project Management LLC	F	100,00	86,00		
États-Unis	EMG Holding LLC	F	100,00	86,00		
États-Unis	EMG Subsidiary Corporation	F	100,00	86,00		
États-Unis	EMG Holding Corporation	F	100,00	86,00		
États-Unis	Bureau Veritas Holdings Inc.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
États-Unis	Bureau Veritas Marine Inc.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
États-Unis	Bureau Veritas Certification North America Inc.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
États-Unis	Bureau Veritas CPS Inc.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
États-Unis	BIVAC North America Inc.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
États-Unis	Bureau Veritas North America Inc.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
États-Unis	OneCIS Insurance Company	F	100,00	100,00	100,00	100,00
États-Unis	Curtis Strauss LLC	F	100,00	100,00	100,00	100,00
États-Unis	National Elevator Inspection Services Inc.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
États-Unis	Inspectorate America Corporation	F	100,00	100,00	100,00	100,00
États-Unis	Unicar USA Inc.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
États-Unis	7 Layers Inc.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
États-Unis	Quiktrak Inc	F	100,00	100,00	100,00	100,00
États-Unis	Matthew sDaniel Company Inc.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
États-Unis	TMC Marine Inc.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
États-Unis	California Code check Inc.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
États-Unis	SIEMIC Inc	F	100,00	100,00	100,00	100,00
États-Unis	Primary Integration Solutions, Inc	F	100,00	76,21	100,00	76,90
États-Unis	Primary Integration Acquisition Co.	F	100,00	76,21	100,00	76,90
États-Unis	Inspectorate America Corporation (St Croix Branch)	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Éthiopie	Bureau Veritas Services PLC	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Finlande	Bureau Veritas sa – Finlande	S	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Bureau Veritas CPS France SAS	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	BIVAC International SA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Bureau Veritas Certification France SAS	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Bureau Veritas Certification Holding SAS	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Bureau Veritas International SAS	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Bureau Veritas Services France	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Bureau Veritas Services SAS	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Tecnitas-HydrOcean SAS	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Laboratoire Central des Industries Electriques SAS (LCIE)	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Bureau Veritas Holding 5	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Bureau Veritas Holding 6	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Bureau Veritas Holding 7	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Bureau Veritas Holding 8	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Environnement Contrôle Services SAS	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	SOD.IA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Coreste SAS	F	99,60	99,60	99,60	99,60
France	Bureau Veritas Laboratoires	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Transcable Halec SAS	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	GUCEL SAS	F	90,00	90,00	90,00	90,00
France	BIVAC Mali SAS	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Océanic Développement SAS	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	MEDI Qual SAS	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Unicar Group SAS	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Bureau Veritas Construction	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Bureau Veritas Exploitation	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Bureau Veritas Marine & Offshore SAS	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Bureau Veritas GSIT	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Bureau Veritas Holding 4	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Bureau Veritas Holding France	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Gabon	Bureau Veritas Gabon SAU	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Georgie	Inspectorate Georgia LLC	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Georgie	Bureau Veritas Georgie LLC	F	100,00	100,00	100,00	100,00

Pays	Entreprises	Type	% de contrôle	% d'intérêts	% de contrôle	% d'intérêts
Ghana	Bureau Veritas Oil and Gas Ghana Limited	F	80,00	80,00		
Ghana	BIVAC International Ghana	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Ghana	Bureau Veritas Ghana	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Ghana	Inspectorate Ghana Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Grèce	Bureau Veritas Hellas AE	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Guatemala	Bureau Veritas CPS Guatemala SA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Guinée	BIVAC Guinée SAU	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Guinée	Bureau Veritas Guinée SAU	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Guinée Équatoriale	Bureau Veritas sa - Guinée Équatoriale	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Guyana	Bureau Veritas Minerals (Guyana) Inc.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Hongrie	Bureau Veritas Magyarorszag	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Île Maurice	Bureau Veritas sa - Île Maurice	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Inde	Bureau Veritas Industrial Services Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Inde	Bureau Veritas CPS India Pvt Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Inde	Bureau Veritas India Pvt Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Inde	Inspectorate Griffith India Pvt Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Inde	Bhagavathi Ana Labs Private Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Inde	Sievert India Pvt Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Inde	Bureau Veritas sa - Inde	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Indonésie	PT. Matthew s Daniel Intl Ajusters IND	F	100,00	80,00		
Indonésie	PT Bureau Veritas Indonesia LLC	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Indonésie	PT Bureau Veritas CPS Indonesia	F	85,00	85,00	85,00	85,00
Indonésie	PT IOL Indonesia	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Iran	Inspectorate Iran QESHM Ltd	F	99,00	99,00	99,00	99,00
Iran	Bureau Veritas sa - Iran	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Iraq	Tariq Al Sedak	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Irlande	Bureau Veritas Ireland Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Irlande	Primary Integration Solutions Europe Ltd	F	100,00	76,21	100,00	76,90
Islande	Bureau Veritas EHF	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Italie	Bureau Veritas Italia Spa	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Italie	Bureau Veritas Italia Holding SPA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Italie	Bureau Veritas Nexta SRL	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Italie	Inspectorate Italia SRL	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Italie	Bureau Veritas Certest SRL	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Italie	CEPAS Srl	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Jamaïque	Inspectorate America Corporation (Jamaica Branch)	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Japon	FEAC Co, Ltd.	F	100,00	100,00		
Japon	Bureau Veritas Japan Co. Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Japon	Bureau Veritas Human Tech Co Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Japon	Kanagawa Building Inspection Co. Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Japon	IPS Tokai Corporation	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Jordanie	BIVAC for Valuation Jordan LLC	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Kazakhstan	Bureau Veritas Kazakhstan LLP	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Kazakhstan	Bureau Veritas Kazakhstan Industrial Services LLP	F	60,00	60,00	60,00	60,00
Kazakhstan	Kazinspectorate Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Kazakhstan	Bureau Veritas Marine Kazakhstan LLP	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Kenya	Bureau Veritas Kenya Limited	F	99,90	99,90	99,90	99,90
Koweït	Inspectorate International Ltd Kuwait	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Koweït	Bureau Veritas sa - Koweït	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Laos	BIVAC LAO Sole Co. Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Laos	Lao National Single Window	F	75,00	75,00	75,00	75,00
Lettonie	Bureau Veritas Latvia Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Lettonie	Inspectorate Latvia Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Liban	Bureau Veritas Liban SAL	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Liban	BIVAC Rotterdam (Lebanon Branch)	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Libéria	BIVAC Liberia	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Libéria	Bureau Veritas Liberia Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Libye	Bureau Veritas Libya for Inspection & Conformity	F	51,00	51,00	51,00	51,00
Lituanie	Bureau Veritas Lithuania Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Lituanie	Inspectorate Klaipeda UAB	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Luxembourg	Soprefira SA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Luxembourg	Bureau Veritas Luxembourg SA	F	100,00	100,00	100,00	100,00

Pays	Entreprises	Type	% de contrôle	% d'intérêts	% de contrôle	% d'intérêts
Malaisie	Bureau Veritas (M) Sdn Bhd	F	49,00	49,00	49,00	49,00
Malaisie	Bureau Veritas Certification Malaysia Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Malaisie	Bureau Veritas CPS Sdn Bhd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Malaisie	Inspectorate Malaysia Sdn Bhd	F	49,00	49,00	49,00	49,00
Malaisie	Scientige Sdn Bhd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Malaisie	Matthew sDaniel (Malaysia) Sdn Bhd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Malaisie	Schutter Malaysia Sdn Bhd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Mali	Bureau Veritas Mali SA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Malte	Inspectorate Malta Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Malte	Bureau Veritas sa – Malte	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Maroc	Qualimag	F	54,00	51,55		
Maroc	Labomag	F	51,00	51,00		
Maroc	Bureau Veritas Maroc SA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Maroc	Bureau Veritas sa – Maroc	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Mauritanie	Bureau Veritas sa - Mauritanie	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Mexique	GS COVI SA DE CV	F	75,00	75,00		
Mexique	BVQI Mexicana SA de CV	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Mexique	Bureau Veritas Mexicana SA de CV	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Mexique	Bureau Veritas CPS Mexico SA de CV	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Mexique	Inspectorate de Mexico SA de CV	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Mexique	Chas Martin Mexico City Inc	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Mexique	Unicar Automotive Inspection Mexico LLC	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Mexique	Matthew sDaniel Company Inc (Mexico Branch)	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Mexique	CH Mexico International I sociedad de responsabilidad Limitada de C.V.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Mexique	INCA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Mexique	Supervisores de Construcción y Asociados, S.A. De C.V.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Monaco	Bureau Veritas Monaco SAMAU	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Mongolie	Bureau Veritas Inspection & Testing Mongolia LLC	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Mozambique	Bureau Veritas Controle Ltda	F	63,00	63,00	63,00	63,00
Mozambique	Bureau Veritas Mozambique Ltda	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Mozambique	Bureau Veritas - Laboratorios de Tete Ltd	F	66,66	66,66	66,66	66,66
Namibie	Bureau Veritas Namibie Pty Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Nicaragua	Inspectorate America Corp. - Nicaragua	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Nigéria	Bureau Veritas Nigeria Ltd	F	60,00	60,00	60,00	60,00
Nigéria	Inspectorate Marine Services (Nigeria) Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Norvège	Bureau Veritas Norway AS	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Norvège	Matthew sDaniel International (Norge) A/S	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Nouvelle Calédonie	Bureau Veritas sa - Nouvelle Calédonie	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Nouvelle Zélande	Bureau Veritas New Zealand Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Oman	Inspectorate International Ltd Oman	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Oman	Sievert Technical Inspection LLC	F	70,00	70,00	70,00	70,00
Oman	Bureau Veritas Middle East Co. LLC	F	70,00	70,00	70,00	70,00
Ouganda	Bureau Veritas Uganda Limited	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Ouzbekistan	Bureau Veritas Tashkent LLC.	F	100,00	100,00		
Pakistan	Bureau Veritas Pakistan (Private) Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pakistan	Bureau Veritas CPS Pakistan Ltd	F	80,00	80,00	80,00	80,00
Panama	Bureau Veritas Panama SA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Panama	Inspectorate de Panama SA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Paraguay	BIVAC Paraguay SA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Paraguay	Inspectorate Paraguay SRL	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Paraguay	Schutter Paraguay SA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pays-Bas	BIVAC Rotterdam	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pays-Bas	Bureau Veritas Inspection & Certification The Netherlands BV	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pays-Bas	Risk Control BV	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pays-Bas	Bureau Veritas Marine Netherlands BV	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pays-Bas	Bureau Veritas Nederland Holding	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pays-Bas	Inspectorate BV	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pays-Bas	Inspectorate II BV	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pays-Bas	IOL Investments BV	F	100,00	100,00	100,00	100,00



Pays	Entreprises	Type	% de contrôle	% d'intérêts	% de contrôle	% d'intérêts
Pays-Bas	Inspectorate Inpechem Inspectors BV	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pays-Bas	Inspectorate Curaçao NV	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pays-Bas	Certificatie Instelling Voor Beveiliging en Veiligheid BV	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pays-Bas	Schutter Certification BV	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pays-Bas	Schutter Groep BV	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pays-Bas	Schutter Havenbedrijf BV	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pays-Bas	Schutter International BV	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pays-Bas	Schutter Rotterdam BV	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pérou	BIVAC del Peru S.A.C	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pérou	Bureau Veritas del Peru SA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pérou	Inspectorate Services Peru SAC	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pérou	Tecnicontrol Ingenieria SA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Philippines	BVCPS Philippines	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Philippines	Inspectorate UK International Ltd (Philippines Branch)	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Philippines	Inspectorate Philippines Corp.	F	80,00	80,00	80,00	80,00
Philippines	Schutter Philippines Inc	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Philippines	Bureau Veritas sa - Philippines	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Pologne	Bureau Veritas Polska Spolka Spolka z ograniczona odpowiedzialnoscia	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Porto Rico	Inspectorate America Corporation Puerto Rico	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Portugal	Bureau Veritas Certification Portugal SARL	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Portugal	Registro International Naval - Rinave S.A .	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Portugal	Bureau Veritas Rinave Sociedade Unipessoal Lda	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Portugal	BIVAC Iberica Unipessoal, Lda	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Portugal	Inspectorate Portugal S.A.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Qatar	Inspectorate International Ltd Qatar LLC	F	49,00	49,00	49,00	49,00
Qatar	Sievert International Inspection WLL	F	49,00	34,30	49,00	34,30
Qatar	Bureau Veritas International Doha LLC	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Qatar	Bureau Veritas sa - Qatar	S	100,00	100,00	100,00	100,00
République centrafricaine	BIVAC Export RCA SARL (Central African Republic Branch)	F	100,00	100,00	100,00	100,00
République centrafricaine	BIVAC Export RCA SARL	F	100,00	100,00	100,00	100,00
République démocratique du Congo	BIVAC République Démocratique du Congo SARL	F	100,00	100,00	100,00	100,00
République démocratique du Congo	Bureau Veritas BIVAC BV	F	100,00	100,00	100,00	100,00
République démocratique du Congo	Société d'Exploitation du Guichet Unique du Commerce Extérieur de la RDC	F	70,00	70,00	70,00	70,00
République Dominicaine	Inspectorate Dominicana S.A.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
République Dominicaine	ACME Analytical Laboratories (R.D.) SRL	F	100,00	100,00	100,00	100,00
République Tchèque	Bureau Veritas Czech Republic, spol. SRO	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Roumanie	Bureau Veritas Romania Controle International Srl	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Roumanie	Inspect Balkan SRL	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume-Uni	Bureau Veritas Certification Holding SAS	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume-Uni	Bureau Veritas Certification UK Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume-Uni	Bureau Veritas UK Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume-Uni	Bureau Veritas CPS UK Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume-Uni	Bureau Veritas UK Holdings Limited	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume-Uni	Inspectorate Holdings PLC	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume-Uni	Inspectorate International Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume-Uni	Watson Gray Limited	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume-Uni	Matthew sDaniel Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume-Uni	Matthew sDaniel Holdings Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume-Uni	Matthew sDaniel International (London) Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume-Uni	Matthew sDaniel International (Africa) Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume-Uni	Unicar GB Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume-Uni	UCM Global Ltd.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume-Uni	HCD Building Control Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume-Uni	HCD Eng. Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00



Pays	Entreprises	Type	% de contrôle	% d'intérêts	% de contrôle	% d'intérêts
Royaume-Uni	HCD Group Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume-Uni	HCD Management Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume-Uni	HCD Specialist Services Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume-Uni	TMC OFFSHORE Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume-Uni	TMC (Marine Consultants) Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume-Uni	Maritime Assurance & Consulting Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume-Uni	Bureau Veritas sa - Royaume Uni	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Russie	Bureau Veritas Rus OAO	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Russie	Bureau Veritas Certification Russia	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Russie	JSC Inspectorate Russia	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Russie	Unicar Russia LLC	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Russie	LLC Matthew sDaniel International (Rus)	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Rwanda	Bureau Veritas Rwanda Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Saint Lucie	Inspectorate America Corporation (St Lucia Branch)	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Sénégal	Bureau Veritas Sénégal SAU	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Serbie	Bureau Veritas Serbia D.O.O.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Singapour	Tecnitas SAS (Singapore Branch)	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Singapour	Bureau Veritas Singapore Pte Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Singapour	Bureau Veritas Marine Singapore Pte Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Singapour	Atomic Technologies Pte Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Singapour	Inspectorate (Singapore) Pte Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Singapour	Matthew sDaniel International Pte. Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Singapour	Sievert Veritas Pte Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Singapour	CKM Consultants Pte Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Singapour	7 Layers Asia Private Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Singapour	TMC Marine Pte Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Singapour	Schutter Inspection Services Pte Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Slovaquie	Bureau Veritas Slovakia Spol	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Slovénie	Bureau Veritas Slovenia D.O.O.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Sri Lanka	Bureau Veritas CPS Lanka (Pvt) Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Sri Lanka	Bureau Veritas Lanka Private Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Suède	Bureau Veritas Certification Sverige AB Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Suède	Bureau Veritas sa - Suède	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Suisse	Bureau Veritas Switzerland AG	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Suisse	Inspectorate Suisse SA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Syrie	BIVAC Rotterdam (Syria Branch)	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Tahiti	Bureau Veritas sa - Tahiti	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Taïwan	Bureau Veritas CPS Hong-Kong Ltd (Taiwan Branch)	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Taïwan	Bureau Veritas Certification Taiwan Co. Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Taïwan	Bureau Veritas Taiwan Limited	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Taïwan	Advance Data Technology Corporation	F	99,10	99,10	99,10	99,10
Taïwan	Bureau Veritas CPS Hong Kong Ltd (Taiwan Branch)	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Taïwan	Bureau Veritas sa - Taïwan	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Taïwan	SIEMIC Inc (Taiwan Branch)	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Tanzanie	Bureau Veritas-USC Tanzania Ltd	F	60,00	60,00	60,00	60,00
Tanzanie	Bureau Veritas Tanzania Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Tchad	Bureau Veritas Tchad SAU	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Tchad	BIVAC Tchad SA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Tchad	Société d'inspection et d'Analyse du Tchad (SIAT SA/CA)	F	51,00	51,00	51,00	51,00
Thaïlande	Bureau Veritas Thailand Ltd	F	49,00	49,00	49,00	49,00
Thaïlande	Bureau Veritas CPS Thailand Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Thaïlande	Bureau Veritas Certification Thailand Ltd	F	49,00	49,00	49,00	49,00
Thaïlande	Inspectorate (Thailand) Co Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Thaïlande	Sievert Thailand Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Thaïlande	Matthew sDaniel International (Thailand) Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Togo	Bureau Veritas Togo SARLU	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Togo	Société d'Exploitation du Guichet Unique pour le Commerce Extérieur - SEGUCE SA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Trinité et Tobago	Inspectorate America Corporation (Trinidad & Tobago Branch)	F	100,00	100,00	100,00	100,00

			2018	2017		
Pays	Entreprises	Type	% de contrôle	% d'intérêts	% de contrôle	% d'intérêts
Tunisie	Société Tunisienne de Contrôle Veritas SA	F	49,90	49,90	49,90	49,90
Turkmenistan	Inspectorate Suisse SA (Turkmenistan Branch)	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Turquie	Bureau Veritas Gozetim Hizmetleri Ltd Sirketi	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Turquie	Bureau Veritas CPS Test Laboratuvarlari Ltd. Sti.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Turquie	Inspectorate Uluslararası Gozetim Servisleri A.S	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Turquie	Bureau Veritas Deniz ve Gemi Sınıflandırma Hizmetleri Limited Sirketi	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Turquie	ACME Analitik Lab. Hizmetleri Ltd. Sirketi	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Ukraine	Bureau Veritas Ukraine Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Ukraine	Bureau Veritas Certification Ukraine	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Ukraine	Inspectorate Ukraine LLC	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Uruguay	Bureau Veritas Uruguay SRL	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Uruguay	Schutter Americas S.A	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Venezuela	BVQI Venezuela SA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Venezuela	Bureau Veritas de Venezuela	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Vietnam	Bureau Veritas Vietnam Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Vietnam	Bureau Veritas Certification Vietnam Limited	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Vietnam	Bureau Veritas CPS Vietnam Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Vietnam	Inspectorate Vietnam LLC	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Vietnam	Matthew sDaniel International (Vietnam) Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Zambie	Bureau Veritas Zambia Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Zimbabwe	Bureau Veritas Zimbabwe	F	100,00	100,00	100,00	100,00

Les entités mentionnées ci-dessus sont toutes consolidées selon la méthode de l'intégration globale car elles sont toutes contrôlées par Bureau Veritas. Le Groupe dispose de la majorité des droits dans les organes de direction ou dirige les politiques financière et opérationnelle de ces sociétés.

#### **Sociétés consolidées par mise en équivalence**

Type : Filiale (F) ; Succursale de Bureau Veritas SA (S).

			2018	2017		
Pays	Entreprises	Type	% de contrôle	% d'intérêts	% de contrôle	% d'intérêts
Chine	Beijing 7Layers Huarui Communications Technology Co., Ltd.	F	50,00	50,00	50,00	50,00
France	Assistance Technique et Surveillance Industrielle - ATSI SA	F	49,92	49,92	49,92	49,92
Japon	Japan Analysts Co. Inc	F	50,00	50,00	50,00	50,00
Jordanie	Middle East Laboratory Testing & Technical Services JV	F	50,00	50,00	50,00	50,00
Russie	Bureau Veritas Safety LLC	F	49,00	49,00	49,00	49,00

## 2.3. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION SEMESTRIELLE 2018 (PERIODE DU 1ER JANVIER AU 30 JUIN 2018)

---

### Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés semestriels résumés de la société Bureau Veritas, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés semestriels résumés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

### 1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés semestriels résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 3 des notes aux états financiers consolidés semestriels résumés qui expose les impacts de la première application des normes IFRS 9 « Instruments financiers » et IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients » au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

### 2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés semestriels résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés semestriels résumés.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La-Défense, le 26 juillet 2018

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

François Guillon

ERNST & YOUNG Audit

Nour-Eddine Zanouda

### **3. DECLARATION DES PERSONNES RESPONSABLES DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL**

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé figurant au Chapitre 2 – Etats financiers consolidés résumés au 30 juin 2018 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant au Chapitre 1 – Rapport semestriel d'activité au 30 juin 2018 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes consolidés au 30 juin 2018, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice 2018.

Neuilly-sur-Seine, le 26 juillet 2018

Didier Michaud-Daniel  
Directeur Général de Bureau Veritas



***Move Forward with Confidence***

Immeuble Newtime, 40/52, Boulevard du Parc – 92200 Neuilly-sur-Seine – France  
Tél. : +33 (0)1 55 24 70 00 – Fax : +33 (0)1 55 24 70 01 – <https://group.bureauveritas.com>